



INDUSTRIELLE ALLIANCE
ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS

Une entreprise hautement performante



PERFORMANCE
BOURSIÈRE

PERFORMANCE
FINANCIÈRE

PERFORMANCE
DES PLACEMENTS

PERFORMANCE
D'UNE ÉQUIPE

Sommaire

Message du président du conseil et du président et chef de la direction	02
Analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière	04
États financiers consolidés	10
Historique cinq ans – Données financières consolidées	38
Conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	40
Comité de planification du Groupe Industrielle Alliance	40

Le Groupe Industrielle Alliance figure parmi les plus solides institutions financières au pays, où il exerce un leadership incontestable dans les domaines de l'assurance et des services financiers.

Le Groupe est présent partout au Canada par le biais de la société mère, l'Industrielle Alliance (Québec), et de ses filiales, dont l'Industrielle Alliance *Pacifique* (Vancouver) et La Nationale Vie du Canada (Toronto).

Septième en importance au Canada parmi les compagnies d'assurance de personnes, le Groupe gère un actif et des fonds sous gestion qui s'élèvent à plus de 14 milliards de dollars.

Fondé il y a plus de 100 ans, le Groupe Industrielle Alliance se distingue par le dévouement de ses quelque 1 950 employés ainsi que par l'envergure et la diversité de ses réseaux de distribution, composés de plus de 1 200 agents de Carrière et de milliers de courtiers répartis dans toutes les régions du Canada.

Ses réseaux permettent à la compagnie d'offrir à quelque 1,5 million de clients une gamme complète de produits d'assurance vie et santé, de régimes d'épargne et de retraite, de REER, de fonds de placement, de prêts hypothécaires, de l'assurance auto et habitation et d'autres produits financiers.

Le titre de l'Industrielle Alliance est inscrit à la Bourse de Toronto - sous le symbole IAG - et fait partie de l'indice boursier TSE 300. La compagnie y compte parmi les cent entreprises les plus importantes.

L'adresse Internet de la société mère du Groupe Industrielle Alliance est : www.inalco.com.

FAITS SAILLANTS

(opérations consolidées)

Aux 31 décembre (en millions de dollars, sauf indication contraire)

Rentabilité

Bénéfice net attribuable aux actionnaires

Incluant les éléments inhabituels

Excluant les éléments inhabituels

Taux de rendement sur l'avoir des actionnaires²

Bénéfice net par action ordinaire²

Valeur aux livres par action ordinaire

Croissance des affaires

Primes d'assurance et de rentes

Ventes³

Assurance individuelle

Assurance collective

■ Régimes d'employés

■ Assurance des débiteurs

Rentes individuelles

Rentes collectives

Honoraires et autres revenus

Situation financière

Base de capital³

Actif total (fonds généraux et fonds distincts)

Montant minimum permanent requis

de capital et excédent (MMPRCE) : ratio

Qualité des placements

Actif à rendement réduit en % des placements

Prêts hypothécaires : taux de délinquance

Obligations : cote BB et moins en % du portefeuille

Immeubles : taux d'occupation

Actions et indices boursiers :

valeur marchande en % de la valeur aux livres

Ressources humaines

(nombre de personnes, compagnies d'assurance vie)

Nombre d'employés

Nombre de représentants du réseau Carrière

	2000	1999	Variation
Rentabilité			
Bénéfice net attribuable aux actionnaires			
Incluant les éléments inhabituels	98,1	75,0 ¹	30,8 %
Excluant les éléments inhabituels	92,1	69,7 ¹	32,1 %
Taux de rendement sur l'avoir des actionnaires ²	14,03 %	12,08 % ¹	-
Bénéfice net par action ordinaire ²	2,43 \$	1,84 \$ ¹	-
Valeur aux livres par action ordinaire	18,72 \$	16,88 \$ ¹	-
Croissance des affaires			
Primes d'assurance et de rentes	2 239,0	2 009,2	11,4 %
Ventes ³			
Assurance individuelle	134,1	114,4	17,2 %
Assurance collective			
■ Régimes d'employés	39,6	39,8	(0,5) %
■ Assurance des débiteurs	100,3	90,5	10,8 %
Rentes individuelles	613,8	477,3	28,6 %
Rentes collectives	671,2	636,3	5,5 %
Honoraires et autres revenus	88,1	68,0	29,6 %
Situation financière			
Base de capital ³	1 014,2	904,8 ¹	12,1 %
Actif total (fonds généraux et fonds distincts)	14 023,1	13 050,8	7,5 %
Montant minimum permanent requis de capital et excédent (MMPRCE) : ratio	187 %	181 %	-
Qualité des placements			
Actif à rendement réduit en % des placements	0,26 %	0,26 %	-
Prêts hypothécaires : taux de délinquance	0,23 %	0,28 %	-
Obligations : cote BB et moins en % du portefeuille	0,23 %	0,09 %	-
Immeubles : taux d'occupation	96,67 %	95,11 %	-
Actions et indices boursiers : valeur marchande en % de la valeur aux livres	102,08 %	107,39 %	-
Ressources humaines			
(nombre de personnes, compagnies d'assurance vie)			
Nombre d'employés	1 948	1 932	16
Nombre de représentants du réseau Carrière	1 218	1 187	31

¹ Donnée pro forma sur la base d'une compagnie à capital-actions.

² Excluant les éléments inhabituels.

³ Se référer au tableau *Historique cinq ans - Données financières consolidées* pour le détail.

Message

du président du conseil et du président et chef de la direction

Nous sommes heureux d'annoncer que nous terminons notre première année à titre de compagnie à capital-actions avec des résultats qui dépassent les objectifs de performance que nous nous étions fixés pour l'année 2000.

Rentabilité

Sur le plan de la rentabilité, nous terminons l'année 2000 avec un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 98,1 millions de dollars, une hausse de 31 % comparativement au bénéfice net pro forma de l'année 1999 (graphique 1). Si l'on exclut le gain inhabituel de cette année (6,0 millions de dollars découlant de baisses des taux d'imposition) et de l'année précédente (5,3 millions de dollars résultant de la vente de filiales), le bénéfice net attribuable aux actionnaires s'élève à 92,1 millions de dollars, une augmentation de 32 % comparativement au bénéfice net pro forma de 1999.

Le rendement sur l'avoir des actionnaires ordinaires se situe à 14,03 %, comparativement à 12,08 % en 1999, en excluant, pour les deux années, le gain inhabituel (graphique 2). Le rendement a été à la hausse tout au cours de l'année 2000 et dépasse légèrement le haut de la fourchette de 12 % à 14 % visée par la compagnie.

Le bénéfice net par action ordinaire totalise 2,43 \$, en comparaison de 1,84 \$ l'année dernière, toujours en excluant le gain inhabituel réalisé au cours des deux

dernières années (graphique 3). À chaque trimestre, le bénéfice net par action ordinaire a été supérieur à celui correspondant pour l'année 1999.

Ces excellents résultats ont permis à la société le versement des

deux premiers dividendes trimestriels depuis sa transformation en compagnie à capital-actions. Ces deux dividendes – de 0,15 \$ par action ordinaire chacun – correspondent à un ratio de paiement de 23,2 % du bénéfice net par action, ce qui est conforme à la politique de la compagnie de verser un dividende se situant entre 20 % et 30 % du bénéfice net.

Croissance des affaires

Sur le plan de la croissance des affaires, le revenu de primes d'assurance et de rentes atteint 2 239 millions de dollars, une croissance de 11 % par rapport à 1999. Le revenu de primes est presque le double, en l'an 2000, de celui de l'année 1996 (graphique 4).

Les ventes sont à la hausse dans presque tous les secteurs d'activité, et notamment en assurance individuelle, où nous occupons toujours le deuxième rang au Canada avec 13,4 % du marché.

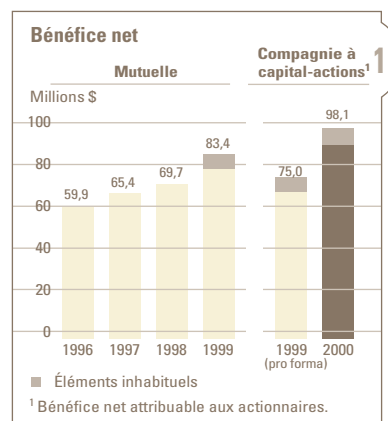
Réalizations

Sur le plan des réalisations, nous avons mené de front plusieurs projets importants au cours de l'année 2000.

Le fait saillant de l'année est sans nul doute la conclusion du processus de démutualisation et l'entrée officielle de la compagnie à la Bourse de Toronto, le 10 février 2000.

Nous avons également fait l'acquisition de Mécagroupe, l'un des principaux gestionnaires d'assurance sur la vie des débiteurs auprès des concessionnaires d'automobiles au Québec.

Nous avons aussi acheté la participation des Mutuelles du Mans dans Unindal, faisant ainsi de L'Industrielle-Alliance

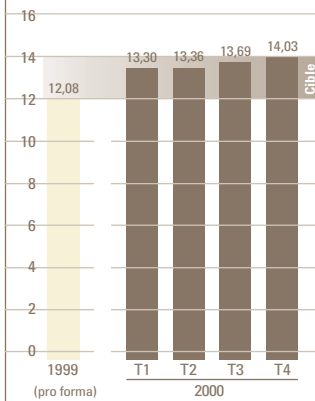


Yvon Charest
Président et chef de la direction

Raymond Garneau
Président du conseil

2 Rendement sur l'avoir des actionnaires ordinaires¹

Douze derniers mois, en %



¹ Excluant les éléments inhabituels.

Compagnie d'Assurance sur la Vie le propriétaire unique de cette dernière et de sa filiale L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurances Générales (assurance auto et habitation).

Nous avons finalement profité de la modernisation de notre statut juridique pour adopter un nouveau nom commercial – Industrielle Alliance, Assurance et services financiers –, qui

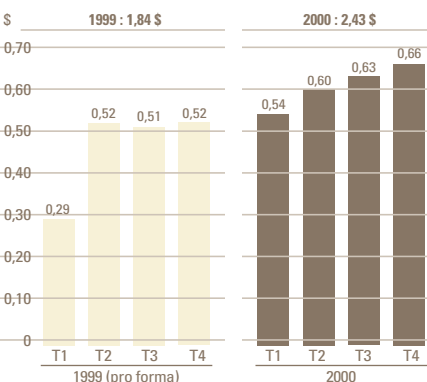
identifie bien les deux grands secteurs dans lesquels la compagnie exerce maintenant ses activités.

Performance boursière

Les marchés financiers n'ont pas tardé à récompenser la performance de la compagnie. La valeur du titre de la compagnie a en effet grimpé de 158 % au cours de l'année 2000, représentant la deuxième meilleure performance boursière parmi les entreprises nouvellement cotées à la Bourse de Toronto.

L'envergure de la compagnie a été reconnue par les places boursières alors que le titre de la compagnie (IAG) a été inclus dans les indices TSE 300, TSE 200 et S&P/TSE Canadian MidCap. La compagnie figure aujourd'hui parmi les 100 plus importantes compagnies formant le TSE 300.

3 Bénéfice net par action ordinaire¹



¹ Excluant les éléments inhabituels.

Conclusion

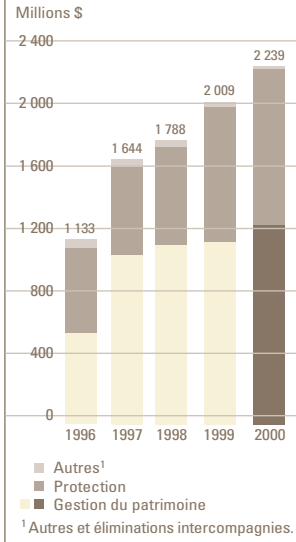
Fondée il y a plus de 100 ans, l'Industrielle Alliance est devenue, au fil des ans, une institution financière d'envergure nationale, exerçant ses activités dans toutes les régions du pays. Septième plus importante compagnie d'assurance de personnes au Canada, l'Industrielle Alliance chapeaute aujourd'hui un important réseau de compagnies d'assurance comprenant l'Industrielle Alliance *Pacifique*, dont le siège social est à Vancouver, et La Nationale Vie du Canada, dont le siège social se trouve à Toronto.

Les entreprises du Groupe Industrielle Alliance comptent aujourd'hui près de 1 950 employés et gèrent un actif du plus de 14 milliards de dollars.

La compagnie se distingue aux yeux des investisseurs par sa rentabilité constante et élevée, la croissance vigoureuse de ses opérations, la diversité de ses sources de profit et de croissance, sa stratégie de distribution multiple, ses marques de commerce régionales fortes, sa solidité financière, la qualité de ses placements, la diversité pancanadienne de ses opérations ainsi que par l'accent qu'elle porte à l'amélioration continue de ses opérations.

Pour toutes les réalisations accomplies, nous voudrions remercier les employés, les membres de nos réseaux de distribution et les administrateurs, qui mettent leur talent au profit de la compagnie. Et merci aux actionnaires – plus de 110 000 personnes – qui font confiance à l'Industrielle Alliance.

4 Revenu de primes d'assurance et de rentes



¹ Autres et éliminations intercompagnies.

Objectifs stratégiques

- 1 Devenir une entreprise vraiment nationale
- 2 Être un leader dans des secteurs clés
- 3 Être une entreprise fortement axée sur le service à la clientèle
- 4 Être un employeur de choix
- 5 S'assurer de résultats financiers de classe internationale

Raymond Garneau
Raymond Garneau

Yvon Charest
Yvon Charest

Analyse par la direction

des résultats d'exploitation et de la situation financière

L'analyse par la direction des résultats d'exploitation et de la situation financière porte sur les éléments suivants : les fonds sous gestion, les primes, le revenu de placements et les honoraires et autres revenus, le coût des engagements envers les assurés, le transfert net aux fonds distincts et les participations et ristournes, les commissions et autres frais, les impôts, le bénéfice net, les flux de trésorerie, les liquidités et le financement.

1. FONDS SOUS GESTION

Les fonds sous gestion, qu'ils proviennent des fonds généraux ou des fonds distincts, représentent une mesure de la croissance de la compagnie. Cette croissance est influencée par le niveau des nouvelles ventes, la conservation des contrats en vigueur et les revenus de placements de l'actif.

Fonds sous gestion

Aux 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999	1998
Actif des fonds généraux	8 583,6	9 662,5	8 085,3
Actif des contrats à fonds distincts	5 439,5	3 388,3	2 540,6
Total des fonds sous gestion	14 023,1	13 050,8	10 625,9

2000 comparativement à 1999

Les fonds sous gestion ont progressé de 7,5 %, passant de 13,1 milliards de dollars au 31 décembre 1999 à 14,0 milliards au 31 décembre 2000. Les fonds généraux ont diminué de 11,2 % et les fonds distincts ont progressé de 60,5 % au cours de la même période. La croissance marquée des fonds distincts est principalement due au transfert des sommes accumulées en vertu du contrat de l'Association médicale canadienne (AMC) détenues jusqu'alors dans les fonds généraux (1 375 millions de dollars) vers les fonds distincts, en date du 31 mars 2000. Ce transfert explique aussi la décroissance des fonds généraux. Sur base comparable, en excluant les effets du transfert, l'actif des fonds généraux aurait crû de 3,1 % et celui des fonds distincts de 20,0 %.

1999 comparativement à 1998

Les fonds sous gestion ont progressé de 22,8 %, passant de 10,6 milliards de dollars au 31 décembre 1998 à 13,1 milliards au 31 décembre 1999. Les fonds généraux et les fonds distincts ont respectivement progressé de 19,5 % et de 33,4 %. Cette forte progression des fonds généraux et des fonds distincts est due principalement à l'acquisition de Seaboard Life en 1999.

2. PRIMES

La hausse des primes s'explique par une augmentation soutenue des ventes. Un facteur important est la popularité croissante des produits d'épargne et de retraite au cours des dernières années.

Primes

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999	1998
Assurance individuelle	607,8	534,6	416,3
Assurance collective	389,1	330,1	207,2
Rentes individuelles	613,8	477,3	502,6
Rentes collectives	616,5	636,3	609,6
Assurance générale	11,8	30,9	52,5
Primes totales	2 239,0	2 009,2	1 788,2

2000 comparativement à 1999

Les revenus de primes pour l'année 2000 ont progressé de 229,8 millions de dollars comparativement à l'année 1999, pour atteindre 2 239,0 millions de dollars. Les ventes du secteur des Rentes individuelles ont contribué de façon importante à la progression du revenu de primes pour 2000.

Assurance individuelle – Les revenus de primes de ce secteur ont connu une croissance de 73,2 millions de dollars, soit une hausse de 13,7 % par rapport à 1999. Cette hausse s'explique par une bonne performance au chapitre des nouvelles ventes et une bonne conservation des affaires en vigueur. Les primes s'établissaient à 607,8 millions de dollars durant la dernière année.

Assurance collective – Les revenus de primes de ce secteur ont connu une croissance de 59,0 millions de dollars (17,9 %) par rapport à l'année 1999. Cette croissance touche non seulement les régimes d'employés, mais aussi l'assurance des débiteurs. Les revenus de primes ont totalisé 389,1 millions de dollars pour l'année 2000.

Rentes individuelles – Il y a eu, en 2000, une croissance de 136,5 millions de dollars par rapport au résultat obtenu l'année dernière. Cette hausse est principalement attribuable à l'excellente performance au chapitre des ventes au cours des neuf premiers mois par rapport à une performance plutôt décevante observée en 1999, résultat de l'état de morosité du marché qui prévalait alors. Les revenus de primes ont totalisé 613,8 millions de dollars, soit 28,6 % de plus que l'an dernier.

Rentes collectives – Les revenus de primes ont totalisé 616,5 millions de dollars pour l'année 2000, en baisse de 19,8 millions de dollars par rapport à

1999. Cette baisse est principalement due à l'interruption des programmes gouvernementaux d'adaptation des travailleurs âgés (PATA) qui avaient généré des primes de près de 61 millions de dollars en 1999. De plus, pour atténuer l'incidence des nouveaux contrats de rentes assurées sur les résultats d'exploitation et pour en améliorer le rendement, une partie de ces contrats est dorénavant cédée à un réassureur. Durant l'année 2000, des primes de 54,5 millions de dollars ont ainsi été réassurées de sorte que, sur une base de primes brutes, les revenus de primes s'élèvent à 671,0 millions comparativement à 636,3 millions en 1999.

1999 comparativement à 1998

Pour l'année 1999, les revenus de primes ont progressé de 221,0 millions de dollars comparativement à l'année 1998, pour atteindre 2 009,2 millions de dollars. L'acquisition de Seaboard Life a été un facteur déterminant dans la croissance observée par rapport à 1998.

Assurance individuelle – Les revenus de primes de ce secteur ont connu une forte croissance de 118,3 millions de dollars. Cette hausse s'explique non seulement par l'acquisition de Seaboard Life, mais aussi par une excellente année sur le plan des nouvelles ventes, lesquelles ont connu une hausse de 42,0 % par rapport à 1998 (les ventes étant exprimées en primes de première année annualisées).

Assurance collective – Les revenus de primes de ce secteur ont connu une forte croissance de 122,9 millions de dollars en raison, là encore, de l'acquisition de Seaboard Life, notamment en ce qui concerne l'assurance des débiteurs.

Rentes individuelles – Il y a eu, en 1999, une diminution de 25,3 millions de dollars par rapport au résultat obtenu l'année précédente. Cette baisse s'explique par des performances décevantes de certains fonds distincts et par l'état de morosité du marché qui a prévalu, spécialement en début d'année, au plus fort des cotisations aux REER.

Rentes collectives – Les revenus de primes de ce secteur ont augmenté de 26,7 millions de dollars. À souligner, la hausse des primes provenant des programmes gouvernementaux d'adaptation des travailleurs âgés (PATA) qui est compensée par une baisse des cotisations reçues en vertu d'un contrat important avec l'Association médicale canadienne.

3. REVENU DE PLACEMENTS, HONORAIRES ET AUTRES REVENUS

Le revenu de placements est constitué d'une partie des variations de la valeur de certains placements et des gains et pertes résultant de dispositions de placements, des revenus d'intérêt et de dividendes ainsi que des revenus nets de location d'immeubles.

Revenu de placements, honoraires et autres revenus

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999 ¹	1998 ¹
Revenu de placements	599,2	743,2	598,5
Honoraires et autres revenus	88,1	68,0	49,1
Total	687,3	811,2	647,6

¹ Après reclassement du gain sur la vente de filiales et de l'amortissement de l'écart d'acquisition, sur la base de la présentation de l'exercice courant.

2000 comparativement à 1999

Le revenu de placements a atteint 599,2 millions de dollars en 2000, soit 144,0 millions de dollars de moins qu'en 1999. Cette diminution résulte principalement de la réduction de l'actif des fonds généraux à la suite du transfert aux fonds distincts des sommes détenues en vertu d'un important contrat avec l'Association médicale canadienne. Ce transfert, de 1 375 millions de dollars, a eu lieu le 31 mars 2000. En revanche, ce transfert a eu pour effet d'augmenter les autres revenus provenant des honoraires liés à la gestion des fonds distincts.

La qualité générale du portefeuille d'actif est demeurée excellente. À l'exclusion des prêts hypothécaires assurés, l'actif à rendement réduit représentait 0,26 % des placements au 31 décembre 2000, soit la même proportion qu'au 31 décembre 1999.

1999 comparativement à 1998

Le revenu de placements a augmenté de 144,7 millions de dollars en 1999. Cette augmentation résulte principalement de la progression de l'actif des fonds généraux à la suite de l'acquisition de Seaboard Life. La qualité générale du portefeuille d'actif est demeurée excellente. Si l'on exclut les prêts hypothécaires assurés, l'actif à rendement réduit représentait 0,26 % des placements au 31 décembre 1999, comparativement à 0,79 % au 31 décembre 1998. Les autres revenus ont augmenté de 18,9 millions de dollars, conséquence directe de l'augmentation de l'actif des fonds distincts.

4. COÛT DES ENGAGEMENTS ENVERS LES ASSURÉS, TRANSFERT NET AUX FONDS DISTINCTS ET PARTICIPATIONS ET RISTOURNES

Le coût des engagements envers les assurés comprend la variation des provisions mathématiques, les prestations encourues (soit les prestations à la suite de décès, de maladie ou de terminaison de contrat ainsi que les paiements de rentes) et les intérêts sur les sommes en dépôt.

La variation des provisions mathématiques est grandement influencée par le niveau des primes (effet à la hausse sur les provisions mathématiques), par les prestations encourues (effet à la baisse) ainsi que par le transfert net aux fonds distincts (effet à la baisse). À chaque année, la compagnie revoit les hypothèses utilisées aux fins du calcul des provisions mathématiques pour chacun de ses secteurs d'activité. Cette révision concerne plusieurs hypothèses dont celles touchant les taux d'intérêt, la mortalité et les terminaisons de contrats.

Coût des engagements envers les assurés, transfert net aux fonds distincts, participations et ristournes

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999 ¹	1998 ¹
Coût des engagements envers les assurés	(18,2)	1 676,5	1 330,1
Transfert net aux fonds distincts	2 294,9	527,2	637,1
Participations et ristournes	27,2	39,8	40,9
Total	2 303,9	2 243,5	2 008,1

¹ Après reclassement des participations versées aux assurés, sur la base de la présentation de l'exercice courant.

2000 comparativement à 1999

Globalement, le coût des engagements envers les assurés, le transfert net aux fonds distincts de même que les participations et ristournes ont augmenté de 60,4 millions de dollars en 2000 en raison de l'évolution normale des affaires. Le total de ces éléments se chiffre à 2,3 milliards de dollars en comparaison de 2,2 milliards de dollars en 1999. Les opérations de l'année ont été affectées par la croissance marquée du transfert net aux fonds distincts et par la décroissance majeure du coût des engagements envers les assurés. Cette situation, qui affecte également les participations et ristournes, résulte principalement du transfert des sommes détenues en vertu d'un important contrat avec l'Association médicale canadienne (1 375 millions de dollars) vers les fonds distincts de La Nationale Vie en date du 31 mars 2000.

Les réductions des taux d'imposition pour les prochaines années, annoncées par les gouvernements du Canada et de l'Ontario, ont été prises en compte au quatrième trimestre. Il en est résulté un ajustement à la hausse de 10,3 millions de dollars des engagements actuariels pour l'exercice courant. À noter que cet ajustement vient réduire l'effet favorable de 16,3 millions de dollars sur le passif d'impôts futurs résultant de la diminution des taux d'imposition.

1999 comparativement à 1998

Le coût des engagements envers les assurés, le transfert net aux fonds distincts de même que les participations et ristournes ont augmenté de 235,4 millions de dollars en 1999 en raison de la croissance normale des affaires et de l'acquisition de Seaboard Life. Le transfert net aux fonds distincts a diminué de 109,9 millions de dollars en raison d'une plus faible demande pour les fonds distincts.

5. COMMISSIONS ET AUTRES FRAIS

Les commissions correspondent à la rémunération des représentants pour les nouvelles ventes et pour certains contrats en vigueur. Les taxes sur primes correspondent aux montants qui doivent être versés à l'égard des revenus de primes des secteurs d'assurance, et ce, en vertu des lois fiscales en vigueur. Les frais généraux correspondent aux diverses dépenses liées au fonctionnement de la compagnie, notamment les salaires versés aux employés.

Commissions et autres frais

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999	19980
Commissions	243,3	226,3	156,4
Taxes sur primes	22,6	20,6	16,3
Frais généraux	205,4	189,9	145,6
Frais nets de financement	15,1	16,6	6,4
Total	486,4	453,4	324,7

2000 comparativement à 1999

Les commissions et autres frais ont augmenté de 33,0 millions de dollars, passant de 453,4 millions de dollars en 1999 à 486,4 millions de dollars en 2000. L'augmentation des commissions est liée à la croissance des ventes par rapport à l'année 1999. La hausse des frais généraux résulte notamment de la croissance soutenue des affaires, de l'application de nouvelles normes comptables relatives aux avantages sociaux futurs et de la croissance des cotisations des employeurs aux régimes publics. De plus, en 2000 et en 1999, les frais liés au processus de démutualisation ont fait l'objet d'une comptabilisation distincte afin d'être imputés directement à l'avoir des assurés. Pour l'année 2000, les frais nets de financement ont été inférieurs à ceux enregistrés en 1999, résultat notamment de la négociation de certaines sources de financement durant l'année 1999.

1999 comparativement à 1998

Les commissions et autres frais ont augmenté de 128,7 millions, passant de 324,7 millions de dollars en 1998 à 453,4 millions de dollars en 1999. Cette hausse reflète principalement l'acquisition de Seaboard Life et la croissance soutenue des affaires. L'émission d'une débenture subordonnée d'un montant de 75 millions de dollars au début de 1999 explique la hausse des frais nets de financement.

6. IMPÔTS

La compagnie comptabilise ses impôts selon la méthode des impôts futurs. En vertu de cette méthode, tant les impôts exigibles que les impôts payables ultérieurement sur le revenu de l'année sont imputés à la période. Également, les impôts sur le capital des institutions financières, les impôts des grandes sociétés ainsi que l'impôt sur le revenu de placements sont portés aux opérations au titre des impôts de la période. Par conséquent, les impôts présentés à l'état des résultats reflètent une charge fiscale dont le taux réel diffère des taux d'imposition fédéral et provinciaux prévus par la loi. À noter que les réductions de taux d'imposition pour les prochaines années, annoncées par les gouvernements du Canada et de l'Ontario, ont été prises en compte. Il en est résulté une réduction de 16,3 millions de dollars de la charge d'impôts de l'exercice.

Impôts sur le revenu et autres impôts et taxes

Exercices clos les 31 décembre
(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2000	1999	1998
Bénéfice net	100,8	83,4	69,7
Impôts et autres taxes	32,3	37,3	31,8
Bénéfice avant impôts et autres taxes	133,1	120,7	101,5
Provision fondée sur le taux combiné	51,9 39,0 %	49,0 40,6 %	40,2 39,6 %
Impôts futurs	2,2	4,7	9,2
Impôts et autres taxes exigibles	30,1	32,6	22,6
Impôts totaux et taux moyen en vigueur	32,3 24,3 %	37,3 30,9 %	31,8 31,3 %

2000 comparativement à 1999

La charge d'impôts de l'exercice courant s'élève à 32,3 millions de dollars, soit une charge inférieure de 5,0 millions de dollars par rapport à celle de l'exercice précédent. Bien que le bénéfice avant impôts ait crû de 12,4 millions de dollars en comparaison de celui de l'année 1999 et ait engendré une augmentation de la charge d'impôts, celle-ci a été plus qu'annulée par la réduction non récurrente de 16,3 millions de dollars d'impôts futurs résultant des diminutions de taux d'imposition promulguées par les gouvernements du Canada et de l'Ontario pour les années 2001 et suivantes. Également, la diminution du taux d'inclusion des gains en capital dans le revenu imposable et la réalisation d'un avantage fiscal de 2,1 millions de dollars, rattaché à des pertes en capital déjà réalisées, ont contribué à la diminution nette de 5,0 millions de dollars constatée à la charge d'impôts de l'exercice.

1999 comparativement à 1998

La charge totale d'impôts de 1999 est plus élevée que celle de 1998 d'un montant de 5,5 millions de dollars. Cette variation est constituée d'une augmentation rattachée à des niveaux de capital et de bénéfice avant impôts plus élevés qu'en 1998 et d'une diminution attribuable aux éléments de revenus non imposables plus importants qu'en 1998, ce qui s'est traduit par une légère diminution du taux moyen en vigueur des impôts et des autres taxes. L'augmentation des impôts exigibles s'explique principalement par l'importante augmentation du capital imposable tandis que la diminution des impôts futurs est attribuable à la variation des écarts temporaires et à l'augmentation des revenus non imposables.

7. BÉNÉFICE NET

Le bénéfice net est constitué de l'écart entre les produits de la période et les charges, incluant les impôts.

Bénéfice net

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999	1998
Bénéfice net attribuable aux contrats avec participation	2,7	7,0	—
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	98,1	76,4	—
Bénéfice net	100,8	83,4	69,7
Bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires ¹	92,1	69,7	—
Rendement sur l'avoir des actionnaires ordinaires ²	14,03 %	12,08 %	13,02 % ³

¹ Pour l'exercice clos le 31 décembre 1999, le bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires représente le bénéfice avant la quote-part attribuable aux contrats avec participation, diminué du gain net inhabituel de 5,3 millions de dollars, après impôts de 2,0 millions de dollars, et des frais nets de gestion de l'actionnariat estimés à 1,4 million de dollars.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2000, le bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires diminué de l'effet de la réduction des taux d'imposition d'un montant de 6,0 millions de dollars.

² Calculé sur la base du bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires et de l'avoir moyen des actionnaires ordinaires.

³ Rendement établi selon les données originales sans modification pour les ramener sur la base d'une compagnie à capital-actions.

2000 comparativement à 1999

Le bénéfice net de l'année 2000 atteint 100,8 millions de dollars en comparaison à 83,4 millions de dollars pour l'année 1999.

Abstraction faite de l'effet net favorable de 6,0 millions de dollars sur les impôts et les variations de réserves mathématiques résultant des réductions des taux d'imposition promulgués, le bénéfice net de l'an 2000 présente une croissance de 23,6 % par rapport à celui de la même période de 1999, après exclusion du gain net inhabituel de 5,3 millions de dollars et des frais nets d'actionnariat estimés à 1,4 million de dollars. Cette croissance du bénéfice résulte de l'effet conjugué de la progression régulière des ventes de la compagnie, de la révision des paramètres de tarification en assurance collective, de l'expérience favorable au chapitre des demandes de règlement et du contrôle du niveau de croissance des coûts d'exploitation.

Du côté des facteurs comportant un effet négatif sur le bénéfice de l'année, les modifications apportées aux normes comptables relativement aux avantages sociaux futurs de même qu'aux régimes de retraite ont entraîné des augmentations de dépenses. Également, il faut noter une croissance élevée des ventes en assurance vie individuelle, laquelle se traduit par une hausse de la charge à l'établissement

de nouveaux contrats. Cette charge se transformera en gain au cours des prochains exercices, à mesure que les marges de prudence incorporées dans les provisions mathématiques ne seront plus requises.

1999 comparativement à 1998

Le bénéfice de l'année 1999 a atteint 83,4 millions de dollars, soit une augmentation de 13,7 millions de dollars ou de 19,7 % comparativement au bénéfice de 1998.

Parmi les éléments ayant contribué positivement à l'atteinte de ce bénéfice, il faut signaler un gain de 7,3 millions de dollars (5,3 millions après impôts) résultant de la vente de trois sociétés apparentées. L'expérience favorable au chapitre des déchéances et de l'invalidité dans le secteur de l'Assurance individuelle et l'importante augmentation des activités d'assurance et de rentes, laquelle est principalement attribuable à l'acquisition de Seaboard Life, expliquent également cette bonne performance.

Du côté des facteurs affectant négativement le bénéfice de la période, on note un niveau de demandes de règlement supérieur à la normale dans le secteur de l'Assurance collective ainsi qu'une croissance élevée des ventes en assurance vie individuelle, qui s'est traduite par une hausse de la charge à l'établissement de nouveaux contrats. Au cours des prochains exercices, à mesure que les marges de prudence incorporées dans les provisions mathématiques ne seront plus requises, cette charge à l'établissement de nouveaux contrats se transformera en gain.

8. FLUX DE TRÉSORERIE

Le portrait financier d'un assureur vie est grandement influencé par l'évolution des mouvements de trésorerie. Les principales sources de fonds sont constituées des primes perçues en vertu des contrats d'assurance et de rentes en vigueur, des montants résultant de la vente ou du recouvrement de placements, des revenus perçus sur le portefeuille d'investissements et des autres revenus majoritairement composés d'honoraires de gestion de fonds distincts. L'utilisation des fonds se rapporte principalement aux éléments suivants : le paiement de prestations en vertu des contrats, incluant le versement de rentes et de valeurs de rachat, l'achat de nouveaux placements, l'émission de prêts hypothécaires, les transferts de fonds entre les fonds généraux et les fonds distincts, le versement de participations aux titulaires de contrats et le paiement de frais d'exploitation, dont les taxes et les impôts.

Le tableau suivant présente le sommaire des flux de trésorerie consolidés de la compagnie.

Flux de trésorerie¹

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999	1998
Flux de trésorerie liés aux activités suivantes :			
Exploitation	77,4	342,3	257,4
Investissement	(92,1)	(506,2)	(74,8)
Financement	26,1	154,9	(1,9)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces	11,4	(9,0)	180,7
Espèces et quasi-espèces au début de la période	319,7	328,7	148,0
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	331,1	319,7	328,7

¹ En addition à ces activités de trésorerie, l'exercice courant est marqué par une diminution des placements de 1 375 millions de dollars, résultant du transfert des fonds généraux vers les fonds distincts de la compagnie des valeurs accumulées en vertu du contrat de l'Association médicale canadienne.

2000 comparativement à 1999

Les activités d'exploitation de l'exercice courant présentent une rentrée nette de fonds de 77,4 millions de dollars en comparaison à une rentrée de 342,3 millions de dollars pour la même période de 1999. Cette diminution des rentrées nettes reflète principalement l'effet qu'a eu l'ajout des activités de Seaboard Life en 1999 sur les variations de réserves et l'intérêt retrouvé de la clientèle pour des investissements dans des produits à revenu variable (fonds distincts), de sorte qu'une plus grande partie du revenu de primes du secteur des rentes a été investie dans les fonds distincts de la compagnie.

Pour les activités d'investissement, la sortie nette de 92,1 millions de dollars au cours de l'an 2000 s'avère très largement inférieure à la sortie nette de 506,2 millions de dollars observée en 1999. Cette importante diminution des sorties de fonds est attribuable au fait que l'année 1999 a été marquée par l'achat de Seaboard Life, ce qui s'est traduit par le versement du prix d'achat et l'inclusion des titres de placements engendrés par cette acquisition.

Les activités de financement de l'année 2000 ont été caractérisées par la réalisation du processus de transformation, qui s'est accompagné d'un premier appel public à l'épargne. Une rentrée de fonds totalisant 379,2 millions de dollars, avant commissions, résulte de cet appel à l'épargne. Parallèlement, une somme de 343,4 millions de dollars a été versée à des mutualistes à titre d'avantages de la démutualisation. Pour 1999, la rentrée nette de 154,9 millions de dollars résultait principalement de l'émission d'une débenture subordonnée de 75 millions de dollars et de l'émission de titres privilégiés de participation pour une somme de 75 millions de dollars.

1999 comparativement à 1998

Les activités d'exploitation pour 1999 présentent une rentrée nette de fonds de 342,3 millions de dollars, comparativement à une rentrée nette de 257,4 millions de dollars en 1998. Cette augmentation a été réalisée malgré le niveau plus élevé des demandes de règlement dans le secteur de l'Assurance collective. Elle est principalement attribuable à une moins forte demande pour le transfert de fonds généraux vers les fonds distincts, à une importante croissance des revenus de primes d'assurance et des revenus de placements et à l'ajout des activités de Seaboard Life.

Pour les activités d'investissement, les sorties nettes de fonds dépassent celles de 1998 d'un montant de 431,4 millions de dollars. De cette forte augmentation, 160,5 millions de dollars représentent la sortie nette de fonds résultant du prix d'acquisition de Seaboard Life moins le produit de la vente de deux sociétés apparentées. Le solde de la variation est principalement marqué par une diminution des investissements en actions et par une augmentation des investissements en titres obligataires et en prêts hypothécaires.

En raison de l'acquisition de Seaboard Life, une débenture subordonnée de 75 millions de dollars et des titres privilégiés de participation pour une valeur de 75 millions de dollars ont été émis au cours de 1999. Cela explique la très forte majorité de l'écart observé à l'élément Financement.

9. LIQUIDITÉS ET FINANCEMENT

En février 2000, la compagnie a procédé à son premier appel public à l'épargne et a alors émis pour un montant de 379,2 millions de dollars d'actions du Trésor. Cette émission visait à générer les fonds requis pour remettre à des mutualistes leur quote-part des avantages de la démutualisation (343,4 millions de dollars) sous forme de montants en espèces. En février 1999, la compagnie a émis une débenture subordonnée d'un montant de 75 millions de dollars et des titres privilégiés de participation également d'un montant de 75 millions de dollars. Ces émissions de titres visaient à augmenter le capital disponible. Aux 31 décembre 2000 et 1999, la compagnie disposait de marges de crédit d'exploitation d'un montant de 80,5 millions de dollars, dont un montant maximal de 6 millions de dollars représentant un prêt rotatif pouvant être remboursé à terme. Aucune des marges de crédit de la compagnie n'était utilisée aux 31 décembre 1999 et 2000. Les marges de crédit de la compagnie ont pour but de faciliter le financement de ses activités et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

États financiers

consolidés

Rapport de la direction

La préparation des états financiers consolidés de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie incombe à la direction. Ces états financiers sont dressés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada et comprennent certains montants qui sont fondés sur les meilleurs jugements et estimations. L'information financière présentée ailleurs dans ce rapport annuel est conforme à l'information contenue dans les états financiers, lesquels ont été approuvés par le conseil d'administration.

Afin de s'acquitter de ses responsabilités à l'égard des états financiers, l'administration maintient des systèmes de contrôle interne qui visent à fournir un degré raisonnable de certitude que les opérations sont dûment autorisées, que l'actif est bien sauvegardé et que les registres adéquats sont tenus. Ces systèmes de contrôle sont renforcés par le travail d'une équipe de vérificateurs internes qui effectue une revue périodique de tous les secteurs d'activité de la société.

Le conseil d'administration nomme, conformément à la Loi sur les assurances (Québec), l'actuaire désigné qui est chargé de procéder à l'évaluation des engagements actuariels selon les normes de pratique de l'Institut Canadien des Actuaires. D'autre part, les vérificateurs indépendants, nommés par les actionnaires s'assurent de la fidélité des données présentées dans les états financiers et expriment leur opinion sur ceux-ci.

Des vérifications sont effectuées par l'Inspecteur général des institutions financières, à intervalles réguliers, pour juger du respect des dispositions de la loi visant la préservation des intérêts des détenteurs de polices et le maintien d'une saine situation financière.

Le comité de vérification du conseil d'administration, composé uniquement d'administrateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel de la société, voit à ce que la direction assume sa responsabilité en matière d'information financière. Ce comité se réunit régulièrement avec la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes. Ces derniers peuvent, à leur gré, rencontrer ledit comité en présence ou en l'absence de la direction, pour discuter de questions touchant la vérification et l'information financière.

Au nom de la direction,



Yvon Charest
Président et chef de la direction

Québec, le 13 février 2001



Résultats

consolidés

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2000	1999
PRODUITS		
Primes d'assurance et de rentes (note 5)	2 239,0 \$	2 009,2 \$
Revenu de placements (notes 4 et 6)	599,2	743,2
Honoraires et autres	88,1	68,0
	2 926,3	2 820,4
CHARGES		
Augmentation (diminution) des provisions mathématiques (note 4)	(1 227,1)	463,5
Prestations et sinistres encourus	1 200,9	1 199,6
Transfert net aux fonds distincts	2 294,9	527,2
Participations et ristournes	27,2	39,8
Intérêts sur sommes en dépôt	8,0	13,4
Commissions	243,3	226,3
Taxes sur primes	22,6	20,6
Frais généraux	205,4	189,9
Frais nets de financement	15,1	16,6
	2 790,3	2 696,9
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS ET CHARGE LIÉE À L'ÉCART D'ACQUISITION	136,0	123,5
Impôts (notes 4 et 7)	(32,3)	(37,3)
BÉNÉFICE AVANT CHARGE LIÉE À L'ÉCART D'ACQUISITION	103,7	86,2
Charge liée à l'écart d'acquisition	2,9	2,8
BÉNÉFICE NET	100,8 \$	83,4 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	98,1 \$	—
Bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires ⁽¹⁾	92,1 \$	69,7 \$
Bénéfice net des contrats avec participation	2,7 \$	7,0 \$
Bénéfice net par action (en dollars)	2,59 \$	—
Bénéfice net redressé par action (en dollars) ⁽²⁾	2,43 \$	1,84 \$

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 1999, le bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires représente le bénéfice avant la quote-part attribuable aux contrats avec participation, diminué du gain net inhabituel de 5,3 \$, après impôts de 2,0 \$, et des frais nets de gestion de l'actionnariat estimés à 1,4 \$. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2000, il représente le bénéfice net attribuable aux actionnaires diminué de l'incidence de la réduction des taux d'imposition d'un montant de 6,0 \$.

⁽²⁾ Établi sur la base du nombre moyen pondéré d'actions (nombre d'actions initialement émises pour 1999, soit 37 575 000) et du bénéfice net redressé attribuable aux actionnaires.

Bilans

consolidés

Aux 31 décembre (en millions de dollars)

ACTIF**PLACEMENTS**

Obligations (notes 9 et 11)	3 874,5 \$	4 436,2 \$
Actions et indices boursiers (note 9)	707,9	645,6
Prêts hypothécaires (notes 9 et 12)	2 729,6	3 348,0
Immeubles (notes 9 et 13)	392,3	392,6
Avances sur contrats	137,5	119,5
Placements à court terme et encaisse	353,9	330,6
Fonds de placements (note 14)	65,2	60,8

8 260,9

9 333,3

AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

Revenu de placements à recevoir	71,0	91,1
Immobilisations (note 15)	35,3	32,8
Sommes à recevoir	129,1	119,6
Écart d'acquisition	49,6	49,1
Divers (note 16)	37,7	36,6

322,7

329,2

ACTIF DES FONDS GÉNÉRAUX

8 583,6 \$

9 662,5 \$

ACTIF DES CONTRATS À FONDS DISTINCTS

5 439,5 \$

3 388,3 \$

POUR LE CONSEIL,

Raymond Garneau, administrateur
Michel Gervais, administrateur

	2000	1999
PASSIF		
ENGAGEMENTS ACTUARIELS (note 17)		
Provisions mathématiques	6 485,8 \$	7 701,4 \$
Provisions pour participation aux bénéfices et bonifications	31,6	33,2
Provisions pour prestations encourues	85,7	88,3
Primes perçues d'avance et sommes en dépôt	188,7	202,1
	6 791,8	8 025,0
AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF		
Primes non acquises	13,8	5,2
Autres engagements contractuels	8,9	8,3
Dettes hypothécaires (note 18)	37,2	38,7
Charges à payer (note 3)	171,1	136,0
Passif d'impôts futurs (note 7)	114,5	143,5
Découvert bancaire et emprunt	22,8	10,9
Divers	44,6	21,7
	412,9	364,3
Crédits reportés (note 19)	364,7	360,3
Débiteures subordonnées (note 20)	185,0	185,0
Compte des contrats avec participation (note 21)	50,7	—
CAPITAUX PROPRES		
Gain de change	7,4	5,1
Titres privilégiés de participation (note 22)	—	75,0
Capital-actions (note 23)	454,4	—
Actions autodétenues (note 23)	(0,2)	—
Bénéfices non répartis (note 8)	316,9	—
Excédents accumulés (note 8)	—	647,8
	778,5	727,9
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES DES FONDS GÉNÉRAUX	8 583,6 \$	9 662,5 \$
PASSIF DES CONTRATS À FONDS DISTINCTS	5 439,5 \$	3 388,3 \$

Continuité des capitaux propres consolidés

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999
TITRES PRIVILÉGIÉS DE PARTICIPATION (note 22)		
Conversion en actions privilégiées	75,0 \$ (75,0)	75,0 \$ —
	—	75,0
AVOIR DES ASSURÉS		
Excédents accumulés au début	647,8	570,5
Frais relatifs à la transformation	(14,0)	(5,4)
Reclassement au compte des contrats avec participation	(42,1)	—
Modification de convention comptable (note 3)	(21,3)	—
Dividendes sur titres privilégiés de participation	—	(0,7)
Transfert aux actionnaires ordinaires	(570,4)	—
Excédent de l'exercice	—	83,4
Excédents accumulés à la fin	—	647,8
Gain de change	5,1	5,1
Transfert aux capitaux propres	(5,1)	—
	—	5,1
	— \$	727,9 \$
CAPITAUX PROPRES		
Gain de change	7,4 \$	— \$
Capital-actions		
Actions privilégiées	75,0	—
Actions ordinaires	379,4	—
Actions autodétenues	(0,2)	—
Bénéfices non répartis au début		
Transfert de l'avoir des assurés	225,2	—
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	98,1	—
Dividendes	(6,4)	—
Bénéfices non répartis à la fin	316,9	—
	778,5 \$	— \$

Flux de trésorerie

consolidés

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

	2000	1999
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS SUIVANTES :		
EXPLOITATION		
Bénéfice net	100,8 \$	83,4 \$
Gain sur vente d'entreprises apparentées	—	(7,3)
Éléments sans incidence sur les espèces et quasi-espèces		
Augmentation du passif actuariel	50,6	467,9
Gain sur vente de placements et (plus-value) moins-value prise en compte	(126,5)	(178,0)
Impôts futurs	(5,3)	4,7
Autres	17,4	1,3
	37,0	372,0
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation	40,4	(29,7)
	77,4	342,3
INVESTISSEMENT		
Produit de disposition d'apparentées	—	26,5
Acquisition nette de participations dans des apparentées	(10,5)	(256,8)
Encaisse résultant de l'acquisition d'entreprises	2,8	69,8
Acquisition nette d'obligations	(53,9)	(293,9)
Réalisation (acquisition) nette d'actions et indices boursiers	(73,1)	72,7
Diminution (augmentation) nette des prêts hypothécaires	62,3	(94,7)
Addition nette aux immeubles et immobilisations	(5,1)	(27,4)
Augmentation nette des avances sur contrat	(14,6)	(2,4)
	(92,1)	(506,2)
FINANCEMENT		
Émission de capital-actions	377,4	75,0
Dividendes	(6,4)	(0,7)
Augmentation (diminution) des dettes hypothécaires	(1,5)	5,6
Versement aux mutualistes relatif à la transformation	(343,4)	—
Émission d'une débenture subordonnée	—	75,0
	26,1	154,9
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES	11,4	(9,0)
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES AU DÉBUT	319,7	328,7
ESPÈCES ET QUASI-ESPÈCES À LA FIN	331,1 \$	319,7 \$

En addition à ces activités de trésorerie, l'année 2000 comporte une diminution des placements de 1 375,2 \$ résultant du transfert, vers les fonds distincts de la compagnie, des valeurs accumulées en vertu du contrat de l'Association médicale canadienne.

Les espèces et quasi-espèces sont constituées des placements à court terme et encaisse moins le découvert bancaire et emprunt.

États financiers

consolidés des fonds distincts

Aux 31 décembre (en millions de dollars)

ÉTATS CONSOLIDÉS DE L'ACTIF NET DES FONDS DISTINCTS

ACTIF (à la valeur marchande)

	2000	1999
Actions	1 384,7 \$	1 496,0 \$
Obligations	1 822,8	809,7
Fonds communs de placement	1 198,5	781,4
Prêts et titres hypothécaires	741,0	61,2
Placements à court terme et encaisse	258,7	211,9
Débiteurs	3,5	15,5
Revenu de placements échu et couru	30,3	12,6
	5 439,5	3 388,3

PASSIF

Créditeurs	6,7	6,0
ACTIF NET (à la valeur marchande)	5 432,8 \$	3 382,3 \$

Exercices clos les 31 décembre (en millions de dollars)

ÉTATS CONSOLIDÉS DE L'ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET DES FONDS DISTINCTS

	2000	1999
Valeur nette aux 1 ^{er} janvier	3 382,3 \$	2 534,5 \$
Augmentation résultant de l'addition des fonds de Seaboard Life	—	311,8
Émissions d'unités (note 28)	2 504,7	738,2
Revenu de placements	200,4	118,8
Gain net à la réalisation de placements	211,9	89,8
Plus-value (moins-value) de l'exercice	(63,8)	163,1
	6 235,5	3 956,2
Rachats d'unités (note 28)	717,9	512,0
Frais d'exploitation	84,8	61,9
	802,7	573,9
VALEUR NETTE AUX 31 DÉCEMBRE	5 432,8 \$	3 382,3 \$



Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

1. STATUT ET NATURE DES ACTIVITÉS

La société, compagnie d'assurance sur la vie régie par la Loi sur les assurances (Québec), constitue avec ses filiales un groupe d'entreprises (le « Groupe ») engagé principalement dans le développement, la commercialisation et la distribution de produits d'assurance et de rentes. Les activités du secteur de l'assurance de personnes s'étendent à l'ensemble du Canada ainsi qu'à certaines régions de l'ouest des États-Unis alors que celles de l'assurance générale se concentrent au Québec.

Le 10 février 2000, la société a obtenu des lettres patentes de transformation changeant son statut de compagnie mutuelle à celui de compagnie à capital-actions et a procédé à un premier appel public à l'épargne.

2. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont préparés selon les principes comptables généralement reconnus au Canada tout en conservant les particularités relatives à chacun des types d'entreprises faisant partie de la consolidation, à savoir :

- sociétés d'assurance de personnes;
- sociétés d'assurance générale (I.A.R.D.).

Ces principes sont plus amplement décrits ci-après.

Principes de consolidation

Les participations autres que les placements de portefeuille en actions ordinaires et privilégiées sont comptabilisées selon les méthodes suivantes :

- les comptes des filiales sont consolidés;
- les comptes des sociétés en participation sont consolidés sur une base proportionnelle.

Appariement de l'actif au passif

Pour bien gérer les risques de fluctuation de taux d'intérêt et de disponibilité de fonds, la société maintient un système d'appariement de ses éléments d'actif à ses engagements actuariels et dettes à long terme, couvre ses passifs jusqu'à leur expiration et utilise les instruments financiers dérivés comme outils complémentaires de gestion. Ainsi, les éléments d'actif sont choisis selon les caractéristiques de leur montant, de leur flux monétaire et de leur rendement de façon à correspondre aux caractéristiques du passif couvert. Les conventions comptables utilisées relativement aux instruments financiers dérivés détenus à titre de couverture correspondent à celles appliquées aux éléments des positions couvertes. Ainsi, toute variation de la valeur marchande des éléments d'actif maintenus à titre de couverture n'aura que peu d'effet sur la situation financière de la société et sur sa capacité de faire face à ses obligations. Enfin, dans l'évaluation de ses engagements actuariels, comme il est décrit à la note 17 ci-après, la société tient compte du niveau d'appariement entre l'actif et le passif.

Risques de crédit

La société maintient des provisions pour pourvoir à ses risques de crédit incluant les pertes de capital et d'intérêts sur obligations, prêts hypothécaires et immeubles acquis en règlement de prêts. Ces provisions se composent de montants spécifiques reliés aux prêts et aux titres de créance considérés en défaut et d'une provision générale pour toute autre perte éventuelle.

Les provisions spécifiques visent à ramener la valeur des prêts et des titres en défaut à la valeur nette estimée de leur réalisation dans le cours normal des opérations. Un prêt est considéré comme étant en défaut lorsque, à la suite d'une détérioration de sa qualité de crédit, la possibilité de recouvrement intégral de son capital et de ses intérêts est remise en cause. Tout prêt pour lequel les termes d'encassement présentent un retard de 90 jours ou plus constitue un prêt en défaut. Également, d'autres facteurs, telles la qualité de crédit globale de l'emprunteur et la juste valeur des biens grevés, sont pris en compte pour juger de l'état de défaut d'un prêt.

Une provision générale, incluse dans les engagements actuariels, vise à pourvoir à toute autre perte éventuelle sur les prêts et les titres de créance.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Obligations

Les obligations sont présentées au coût, ajusté pour tenir compte de l'amortissement des primes et escomptes et, s'il y a lieu, d'une provision pour perte éventuelle.

Les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces titres par les sociétés d'assurance de personnes sont reportés et inscrits progressivement à l'état des résultats sur la durée restante des titres vendus sans dépasser 20 ans. Ceux relatifs aux autres sociétés du Groupe sont portés directement à l'état des résultats. Les baisses de valeur permanentes sur ces titres sont prises en compte lorsque constatées et imputées aux opérations de l'exercice alors en cours.

Actions et indices boursiers

Les actions et indices boursiers détenus dans les portefeuilles des sociétés d'assurance de personnes sont principalement présentés à une valeur qui tient compte progressivement de la plus ou moins-value de ces titres selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes, en faisant usage d'un taux annuel de 15 %. Les gains et les pertes réalisés à la vente de ces titres sont reportés et inscrits à l'état des résultats selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 15 %.

Les titres détenus pour servir de couverture à certains engagements spécifiques sont inscrits à la valeur marchande et toute variation de celle-ci est portée directement à l'état des résultats.

Les actions détenues par les autres sociétés du Groupe sont présentées au coût; les gains et les pertes réalisés sur la vente de ces titres sont portés directement à l'état des résultats.

Prêts hypothécaires

Les prêts hypothécaires sont présentés au montant du solde de capital à percevoir, net d'une provision pour perte éventuelle et de la portion non amortie des primes ou des escomptes s'y rapportant. Un ajustement additionnel est apporté au solde des prêts restructurés de façon à tenir compte de toute baisse relative à un écart d'intérêt compensatoire.

Les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces titres par les sociétés d'assurance de personnes sont reportés et transférés progressivement aux opérations sur la durée restante des prêts vendus. Ceux relatifs aux autres sociétés du Groupe sont portés directement à l'état des résultats.

Immeubles

La valeur des immeubles détenus pour fins de placement par les sociétés d'assurance de personnes est fondée sur la valeur marchande des immeubles, laquelle est révisée aux trois ans. La plus ou moins-value des immeubles est prise en compte dans la valeur comptable selon la méthode de la moyenne mobile des valeurs marchandes au taux annuel de 10 %.

Les gains et les pertes réalisés à la vente de ces immeubles détenus pour fins de placement sont reportés et transférés aux opérations selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 10 %.

Les biens et titres immobiliers détenus pour la vente sont comptabilisés au moindre de la valeur nette de réalisation estimée et du montant du prêt. Les gains et les pertes réalisés à l'aliénation de ces biens sont portés directement aux opérations de l'exercice.

Les immeubles détenus par les autres sociétés du Groupe sont présentés au coût.

Avances sur contrats

Les avances sur contrats sont présentées au montant du solde à percevoir et sont entièrement garanties par la valeur de rachat des contrats d'assurance.

Fonds de placements

Le fonds de placements est constitué des revenus courus, du compte à recevoir sur insuffisance de valeur ainsi que des titres de placements servant de base principale au calcul de l'intérêt variable rattaché à la débenture subordonnée de 60,0 \$. Les titres de placements sont inscrits à la valeur marchande. Les plus ou moins-values ainsi que les gains et les pertes réalisés à l'aliénation des titres sont portés directement aux opérations de l'exercice pendant lequel ils se produisent.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Immobilisations

Les immobilisations, constituées principalement des améliorations locatives sur les immeubles détenus pour fins de placement, du mobilier et de l'équipement de bureau, sont présentées au coût historique moins l'amortissement cumulé s'y rapportant. Elles sont principalement amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée probable d'utilisation ou sur la durée initiale des baux auxquels elles se rapportent.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition résulte de l'écart du coût des actions des filiales sur la valeur comptable de l'actif net acquis. Il est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur des périodes n'excédant pas 20 ans. Cet écart d'acquisition est ramené à sa juste valeur lorsque la baisse de celle-ci est considérée permanente selon les prévisions de rendement sur l'investissement.

Contrats à fonds distincts

Les sociétés d'assurance de personnes émettent certains contrats de rentes collectifs ou individuels dont les fonds sont investis dans des portefeuilles distincts conformément aux désirs exprimés par les titulaires de contrats. Le total de cet actif additionnel, administré par la société mais non compris dans ses fonds généraux, est établi à la valeur marchande.

Provisions mathématiques

Les provisions mathématiques représentent le montant qui, ajouté aux primes et au revenu de placements à venir, garantit tous les engagements non échus aux termes des contrats en vigueur. Ces provisions sont établies selon la méthode de la prime commerciale.

Le calcul de ces provisions est fondé sur des hypothèses qui sont contrôlées sur une base continue et, s'il y a lieu, modifiées afin de refléter les variations de l'expérience anticipée.

Passif éventuel

Dans le cours normal des affaires, la société a un certain nombre de poursuites en suspens. Le passif éventuel s'y rapportant, considéré comme ne comportant pas d'effet défavorable important sur la situation financière de la société, est pris en compte au moment du dénouement des causes concernées.

Impôts

La société utilise la méthode des impôts futurs selon laquelle l'impôt relatif aux opérations est inscrit au cours de l'exercice où ces opérations sont enregistrées à des fins comptables, peu importe le moment où elles sont prises en compte pour fins fiscales. Les taux d'imposition utilisés pour évaluer l'actif ou le passif d'impôts futurs correspondent aux taux promulgués aux dates de bilan.

En plus des impôts sur le revenu, la charge aux opérations comporte une imputation au titre des impôts sur le capital des institutions financières, des impôts des grandes sociétés et de l'impôt sur le revenu de placements. Ainsi, l'imputation aux opérations diffère de celle qui serait autrement obtenue aux taux statutaires.

Devises étrangères

La conversion en devise canadienne des opérations étrangères est effectuée au taux de change de fin d'année en ce qui concerne les éléments d'actif et de passif, alors que la conversion des produits et des charges est effectuée aux taux en vigueur au moment de chaque transaction. Les gains et les pertes relatifs aux postes de bilan reliés aux activités maintenues hors Canada et résultant de la conversion des devises sont inscrits sous la rubrique Capitaux propres au titre Gain de change, tandis que ceux se rapportant aux opérations sont portés à l'état des résultats.

Primes d'assurance et de rentes

Les primes d'assurance et de rentes sont constituées de la totalité des sommes reçues à ce titre en vertu des contrats en vigueur moins la quote-part de celles-ci cédée aux réassureurs pour partager les risques.

Revenu de placements

Le revenu de placements est présenté après déduction des dépenses s'y rapportant.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)**Transfert net aux fonds distincts**

Le transfert net aux fonds distincts représente la somme des déplacements de fonds généraux vers les fonds distincts moins le total du transfert vers les fonds généraux de sommes incluses dans les fonds distincts.

Avantages sociaux futurs

Le coût des avantages sociaux futurs est établi selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services et selon les meilleures estimations de la direction concernant le rendement prévu des placements, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des salariés et les coûts prévus des soins de santé. Le taux d'actualisation servant à déterminer les obligations découlant des prestations constituées est établi en fonction des taux d'intérêt sur le marché, à la date d'évaluation, pour des titres d'emprunt de calibre élevé dont les flux de trésorerie concordent avec les prévisions de paiement des prestations. L'excédent du gain ou de la perte actuariel net sur 10 % des obligations ou de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs.

3. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLE

Le 1^{er} janvier 2000, la compagnie a adopté les nouvelles règles de l'ICCA relatives à la comptabilisation des avantages sociaux futurs. Ces règles consistent à reconnaître le coût au titre des prestations de retraite et de certains avantages sociaux postérieurs à l'emploi dans les exercices au cours desquels les salariés rendent des services à la compagnie en échange de ces avantages. L'adoption de ces nouvelles règles a été appliquée de façon rétroactive sans redressement des états financiers antérieurs. Il en est résulté l'inscription d'une charge à payer de 34,8 \$ compensée par une diminution de 13,5 \$ du passif d'impôts futurs et de 21,3 \$ des bénéfices non répartis. Les résultats de l'exercice ont été amputés d'un montant de 7,1 \$ en raison de l'application de ces nouvelles règles.

4. ÉLÉMENTS INHABITUELS

Les données de l'exercice courant ainsi que celles de l'année 1999 ont été affectées par les événements non récurrents donnant lieu à des revenus inhabituels.

Au cours de l'exercice 2000, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont promulgué pour les sociétés des réductions de taux d'imposition s'échelonnant jusqu'en 2004. Il en est résulté les incidences suivantes dans les états financiers, soit une augmentation des provisions mathématiques de 10,3 \$ et une diminution du passif d'impôts futurs de 16,3 \$, créant ainsi un bénéfice supplémentaire de 6,0 \$.

En 1999, la compagnie et sa filiale Unindal Inc. ont toutes deux conclu des ententes prévoyant les ventes respectives de North West Life Assurance Company of America et de L'Union Canadienne, Compagnie d'Assurances ainsi que L'Équitable, Compagnie d'Assurances Générales. Il est résulté de la comptabilisation de ces transactions un gain de 7,3 \$ présenté au titre du revenu de placements ainsi qu'une charge d'impôts de 2,0 \$.

5. PRIMES D'ASSURANCE ET DE RENTES

	2000	1999
Primes totales		
Assurance	996,7 \$	864,7 \$
Rentes		
Investies dans les fonds généraux	536,8	669,9
Investies dans les fonds distincts	693,5	443,7
I.A.R.D.	12,0	30,9
	2 239,0 \$	2 009,2 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

6. REVENU DE PLACEMENTS

	2000	1999
Obligations	298,1 \$	317,3 \$
Prêts hypothécaires	220,6	248,7
Immeubles	25,6	20,1
Actions et indices boursiers	17,1	19,4
Placements à court terme	23,0	19,8
Plus-value (moins-value) prise en compte	(17,8)	51,8
Amortissement des gains reportés	46,0	54,3
Autres	4,3	28,0
	616,9	759,4
Dotation aux provisions pour pertes	(2,2)	(0,3)
Frais de placements	(15,5)	(15,9)
	599,2 \$	743,2 \$

7. IMPÔTS

L'imputation au titre des impôts à l'état des résultats présente un taux d'imposition effectif inférieur au taux combiné, fédéral et provincial, en raison des facteurs suivants :

	2000	1999
Provision fondée sur le taux combiné	51,9 \$	49,0 \$
Revenus non imposables	(18,1)	(25,0)
Réduction de taux	(16,3)	—
Avantage fiscal sur perte déjà réalisée	(2,1)	—
Impôt sur le revenu de placements	8,7	8,3
Impôts des grandes sociétés et des institutions financières	8,2	5,0
	32,3 \$	37,3 \$
La charge totale d'impôts portée aux opérations se partage comme suit :		
Impôts futurs	2,2 \$	4,7 \$
Impôts exigibles	30,1	32,6
	32,3 \$	37,3 \$
Le passif d'impôts futurs se répartit comme suit entre les principaux éléments auxquels il se rattache :		
Engagements actuariels	111,6 \$	118,5 \$
Immeubles	25,2	46,8
Autres	(22,3)	(21,8)
	114,5 \$	143,5 \$

8. BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Pour satisfaire aux exigences statutaires du Québec relatives à des provisions mathématiques, une somme de 147,0 \$ provenant des bénéfices non répartis est affectée (138,9 \$ au 31 décembre 1999 provenant des excédents accumulés).

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

9. PLACEMENTS

	2000	1999
Valeurs aux livres		
Obligations	3 874,5 \$	4 436,2 \$
Actions et indices boursiers	707,9	645,6
Prêts hypothécaires	2 729,6	3 348,0
Immeubles détenus pour fins de placement	377,2	372,9
Biens et titres immobiliers détenus pour la vente	15,1	19,7
	7 704,3 \$	8 822,4 \$
Valeurs marchandes		
Obligations	4 383,9 \$	4 789,9 \$
Actions et indices boursiers	722,6	693,3
Prêts hypothécaires	2 760,7	3 318,4
Immeubles détenus pour fins de placement	399,7	400,5
Biens et titres immobiliers détenus pour la vente	16,4	20,6
	8 283,3 \$	9 222,7 \$

10. ACTIF À RENDEMENT RÉDUIT ET PROVISIONS POUR PERTE SUR PLACEMENTS**Actif à rendement réduit**

Les obligations et les prêts hypothécaires accusant des arriérés de trois mois ou plus ainsi que les prêts restructurés et les autres titres de placements en défaut sont considérés comme actif à rendement réduit. Ces placements, présentés après déduction des provisions s'y rapportant, se répartissent comme suit :

	2000	1999
Obligations	— \$	0,1 \$
Prêts hypothécaires conventionnels	1,8	4,1
Biens et titres immobiliers détenus pour la vente	19,6	19,7
	21,4 \$	23,9 \$
Provisions pour perte sur placements		
L'ensemble des provisions incluant les baisses de valeurs relatives aux prêts restructurés, se détaille comme suit :		
Obligations	1,3 \$	0,1 \$
Prêts hypothécaires conventionnels	2,2	2,0
Biens et titres immobiliers détenus pour la vente	6,4	7,6
Autres	4,4	4,4
	14,3 \$	14,1 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

11. OBLIGATIONS

Répartition du portefeuille d'obligations par cotes de crédit et catégories d'émetteurs :

Cotes de crédit	2000	1999
A et plus	3 586,3 \$	4 102,5 \$
BBB	279,5	329,7
BB et moins	8,7	4,0
	3 874,5 \$	4 436,2 \$
Catégories d'émetteurs		
Gouvernements ou garantis par eux	2 010,5 \$	2 401,0 \$
Municipalités	67,2	72,8
Sociétés	1 796,8	1 962,4
	3 874,5 \$	4 436,2 \$

12. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

Répartition du portefeuille des prêts hypothécaires par types de prêts et types de propriétés :

Prêts assurés	2000	1999
Résidentiels	339,7 \$	363,8 \$
Multirésidentiels	727,7	959,1
Commerciaux	4,6	6,3
	1 072,0	1 329,2
Prêts conventionnels		
Résidentiels	178,7	177,7
Multirésidentiels	628,1	946,4
Commerciaux	850,8	894,7
	1 657,6	2 018,8
	2 729,6 \$	3 348,0 \$

13. IMMEUBLES

Répartition des immeubles par catégories et types de propriétés :

Immeubles détenus pour fins de placement	2000	1999
Bureaux	252,1 \$	249,4 \$
Commerces de détail	91,0	74,7
Établissements résidentiels	7,6	20,8
Établissements industriels	12,6	13,2
Terrains	13,9	14,8
	377,2	372,9
Biens et titres immobiliers détenus pour la vente		
Résidentiels	0,4	1,5
Multirésidentiels	5,2	7,9
Commerciaux	9,5	10,3
	15,1	19,7
	392,3 \$	392,6 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

14. FONDS DE PLACEMENTS

	2000	1999
Titres de placements (à la valeur au marché)	64,8 \$	36,5 \$
Compte à recevoir et revenu couru	0,4	24,3
	65,2 \$	60,8 \$

15. IMMOBILISATIONS

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	
			2000	1999
Améliorations locatives	33,2 \$	19,0 \$	14,2 \$	14,2 \$
Mobilier et équipement	53,7	32,6	21,1	18,6
	86,9 \$	51,6 \$	35,3 \$	32,8 \$

16. ACTIF – DIVERS

	2000	1999
Frais reportés	17,7 \$	15,4 \$
Charge de retraite reportée	13,1	13,9
Autres	6,9	7,3
	37,7 \$	36,6 \$

17. ENGAGEMENTS ACTUARIELS

Les engagements actuariels représentent les montants qui, avec les primes et les revenus de placements futurs, suffisent à payer le montant des prestations futures, des participations et des frais engagés pour les contrats en vigueur. Les engagements actuariels sont établis sur la base des pratiques actuarielles généralement reconnues selon les normes établies par l'Institut Canadien des Actuaires.

Les engagements actuariels de la société et les éléments d'actif les supportant se distribuent comme suit :

	Individuel		Collectif		Total
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes	
Engagements actuariels					
Canada	2 450,8 \$	1 568,9 \$	644,5 \$	1 768,1 \$	6 432,3 \$
À l'extérieur du Canada	137,9	221,2	0,1	0,3	359,5
Total	2 588,7 \$	1 790,1 \$	644,6 \$	1 768,4 \$	6 791,8 \$
Actif supportant les engagements					
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 637,6 \$	595,4 \$	288,8 \$	969,8 \$	3 491,6 \$
Titres hypothécaires	377,2	1 097,2	310,3	614,3	2 399,0
Actions et indices boursiers	412,8	21,6	40,1	36,4	510,9
Immeubles	57,9	20,4	—	125,1	203,4
Avances sur contrats	87,4	39,0	—	—	126,4
Autres	15,8	16,5	5,4	22,8	60,5
Total	2 588,7 \$	1 790,1 \$	644,6 \$	1 768,4 \$	6 791,8 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

17. ENGAGEMENTS ACTUARIELS (suite)

1999	Individuel		Collectif		Total
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes	
Engagements actuariels					
Canada	2 185,4 \$	1 778,4 \$	611,0 \$	3 097,6 \$	7 672,4 \$
À l'extérieur du Canada	127,8	222,9	0,1	1,8	352,6
Total	2 313,2 \$	2 001,3 \$	611,1 \$	3 099,4 \$	8 025,0 \$
Actif supportant les engagements					
Obligations et autres titres à revenus fixes	1 410,8 \$	768,4 \$	282,7 \$	1 768,7 \$	4 230,6 \$
Titres hypothécaires	399,7	1 150,3	277,0	1 114,9	2 941,9
Actions et indices boursiers	336,0	27,0	46,0	47,8	456,8
Immeubles	57,0	20,7	0,3	124,1	202,1
Avances sur contrats	95,8	22,9	—	—	118,7
Autres	13,9	12,0	5,1	43,9	74,9
Total	2 313,2 \$	2 001,3 \$	611,1 \$	3 099,4 \$	8 025,0 \$

La valeur marchande de l'actif supportant les engagements représente environ 7,3 milliards de dollars au 31 décembre 2000 (8,4 milliards de dollars au 31 décembre 1999). Cette valeur ne peut cependant être comparée au montant des engagements actuariels puisque ce dernier serait aussi augmenté si lesdits engagements actuariels étaient évalués sur la base de la valeur marchande.

HYPOTHÈSES

Les hypothèses utilisées pour le calcul des engagements actuariels sont établies selon les meilleures estimations de l'actuaire concernant notamment la mortalité, la morbidité, la déchéance, le rendement des investissements, les frais d'exploitation, l'inflation, les participations et les impôts. Ces hypothèses couvrent la durée des engagements évalués.

Les méthodes qui ont servi à établir les plus importantes hypothèses suivent ci-après.

Mortalité

En assurance vie individuelle, les taux de mortalité reflètent l'expérience de la société au cours des dernières années.

L'hypothèse utilisée pour les rentes combine l'expérience récente de la société avec celle de l'industrie, publiée par l'Institut Canadien des Actuares. De plus, l'hypothèse utilisée prévoit l'amélioration graduelle de la mortalité dans l'avenir.

Morbidité

L'hypothèse s'appuie sur les résultats qu'ont connus à la fois la société et l'industrie pendant de longues périodes.

Rendement des investissements

La société détermine les éléments d'actif qui se rapportent aux engagements actuariels. Les flux monétaires provenant de ces éléments d'actif, investis selon les taux de rendement établis sur la base des perspectives de rendement des marchés financiers et de la politique de placement de la société, permettent d'estimer le revenu de placements pour l'avenir.

La situation financière de la société peut être affectée selon le niveau des taux d'intérêt. En effet, si les flux monétaires ne peuvent être investis à un taux suffisant, la rentabilité future de la société peut être affectée. De plus, si l'incidence des flux monétaires découlant des éléments d'actif qui se rapportent aux engagements actuariels se trouve décalée par rapport aux sommes à verser en vertu des contrats, la société peut être confrontée à la nécessité de liquider certains investissements.

Comme on le mentionne à la section Appariement de l'actif au passif à la note 2, la société maintient un appariement rigoureux de son actif et de ses engagements contractuels dans le but de minimiser les risques liés à la fluctuation des taux d'intérêt. Ainsi, pour l'ensemble des titres appariés aux engagements, l'écart de durée représente 0,14 année au 31 décembre 2000.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

17. ENGAGEMENTS ACTUARIELS (suite)

De plus, les taux de rendement des investissements pour l'avenir ont été déterminés en incorporant une hypothèse de risque de crédit à l'égard de l'actif. Cette hypothèse reflète l'expérience des dernières années de la société.

Pour améliorer les rendements sur les placements à très long terme, la société a choisi de diversifier ceux-ci selon les différentes classes d'actif. Aussi, des placements additionnels en titres de participation seront acquis afin de supporter une partie des engagements contractuels à long terme. Présentement, le montant de ces investissements représente 2 % du total des engagements contractuels de la société.

Impôts

Les engagements actuariels ont été établis en tenant compte de l'utilisation de la méthode des impôts futurs. Les engagements sont donc réduits d'un montant de 71,4 \$ (72,8 \$ au 31 décembre 1999) pour prendre en considération le revenu de placements relié aux éléments d'actif détenus en contrepartie du passif d'impôts futurs.

Frais

Les frais de gestion des contrats ont été calculés à partir d'études internes de répartition des frais prévus pour la présente année, avec ajustement à l'égard de l'inflation pour les années à venir.

Déchéances

Les hypothèses relatives aux taux de déchéance en assurance individuelle sont établies à partir des résultats d'études annuelles de l'expérience de la société.

Eu égard aux produits fondés sur les déchéances, les hypothèses utilisées se conforment aux normes minimales de l'Institut Canadien des Actuares.

Provision pour écarts défavorables

Une provision pour écarts défavorables est ajoutée à chacune des hypothèses afin de reconnaître l'incertitude qui entoure l'établissement des meilleures estimations, de tenir compte d'une détérioration possible de l'expérience et de fournir ainsi une meilleure assurance que le montant des engagements actuariels suffira à pourvoir au paiement des prestations.

Réassurance

Dans le cours normal des opérations, la société utilise la réassurance pour limiter son risque à l'égard de chacun de ses assurés. Pour l'Industrielle Alliance, le risque est généralement limité à 0,5 \$, pour La Nationale Vie à 0,4 \$ (0,1 \$ pour les polices émises en 1999), pour l'Industrielle Alliance *Pacifique* à 0,5 \$ (0,3 \$ US pour les opérations américaines). La société possède aussi des traités de réassurance qui la protègent en cas de catastrophe qui toucherait plusieurs assurés.

VARIATION DES ENGAGEMENTS ACTUARIELS

	2000	1999
Solde au début de l'année	8 025,0 \$	6 777,8 \$
Acquisition de Seaboard Life	—	829,7
Disposition de North West of America	—	(47,0)
Transfert des fonds de l'Association médicale canadienne	(1 375,2)	—
Incidence des changements aux taux d'imposition	10,3	—
Incidence des changements d'hypothèses	2,2	2,1
Variation normale	118,3	480,0
Conversion des éléments exprimés en monnaie étrangère	11,2	(17,6)
Solde à la fin de l'année	6 791,8 \$	8 025,0 \$

18. DETTES HYPOTHÉCAIRES

	2000	1999
Emprunts hypothécaires, à taux variables allant jusqu'à 11,375 %, remboursables jusqu'en 2002	37,2 \$	38,7 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

19. CRÉDITS REPORTÉS

Les crédits reportés représentent la fraction non amortie des gains et pertes réalisés à l'aliénation d'immeubles et de titres de placements. Ces crédits reportés se partagent comme suit :

	2000	1999
Reliés aux engagements actuariels		
Obligations	262,7 \$	254,9 \$
Actions et indices boursiers	18,6	16,4
Prêts hypothécaires	9,5	8,7
Immeubles	8,0	9,0
	298,8	289,0
Reliés aux capitaux propres		
Obligations	25,6	28,4
Actions et indices boursiers	37,3	42,2
Prêts hypothécaires	—	0,1
Immeubles	3,0	0,6
	65,9	71,3
	364,7 \$	360,3 \$

20. DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Débeture subordonnée, portant un intérêt de base de 1,25 % et un intérêt variable relié principalement au rendement du fonds de placements, rachetable au gré de la société à compter de février 2004 ou remboursable à l'échéance en l'an 2010.

Débeture subordonnée, série 2, portant un intérêt de 8,40 %, rachetable au gré de la société à compter de juin 2001 ou remboursable à l'échéance en l'an 2006.

Débeture subordonnée, série 3, portant un intérêt de base de 6,25 % et un intérêt variable d'au plus 5,25 % assujéti à certaines conditions, rachetable au gré de la société à compter de février 2004 ou remboursable à l'échéance en l'an 2010.

	2000	1999
	60,0 \$	60,0 \$
	50,0	50,0
	75,0	75,0
	185,0 \$	185,0 \$

21. COMPTE DES CONTRATS AVEC PARTICIPATION

Reclassement aux comptes des contrats avec participation

Provenant des autres engagements contractuels

Provenant de l'avoir des assurés

Bénéfice net

Solde à la fin

2000
5,9 \$
42,1
2,7
50,7 \$

22. TITRES PRIVILÉGIÉS DE PARTICIPATION

Titres privilégiés de participation de 25 \$ chacun comportant un dividende annuel non cumulatif de 1 % pendant 5 ans puis révisé à un niveau qui sera fonction du cours des marchés. Ces titres ont été convertis en actions privilégiées série 1 au moment de la transformation.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

23. CAPITAL-ACTIONS**Actions ordinaires**

100 000 000 d'actions ordinaires sans valeur nominale, comportant droit de vote, pouvant être émises à une valeur globale ne dépassant pas un milliard de dollars.

Actions privilégiées

10 000 000 d'actions privilégiées d'une valeur nominale de 25 dollars chacune, sans droit de vote, dividende préférentiel non cumulatif de 1 % jusqu'en 2004 puis révisé à un niveau qui sera fonction du cours des marchés, pouvant être émises en séries de rang égal quant au dividende et au capital.

3 000 000 d'actions privilégiées série 1, rachetables au gré de la compagnie à la valeur d'émission selon certaines conditions dont l'autorisation de l'Inspecteur général des institutions financières, convertibles au gré du détenteur sur une période de 4 ans à compter de 2001 en actions privilégiées série 2 ou en actions ordinaires à un prix égal à 95 % de la valeur des actions ordinaires.

3 000 000 d'actions privilégiées série 2, ne pouvant être émises que pour les fins de conversion des actions de série 1, rachetables au gré de l'émetteur au prix d'émission majoré d'une prime de 5,26 % selon certaines circonstances, dont la nécessité de procéder à une émission d'actions privilégiées série 3.

3 000 000 d'actions privilégiées série 3, rachetables après 5 ans à leur valeur d'émission, sujet à l'autorisation préalable de l'Inspecteur général des institutions financières, ou convertibles en actions ordinaires à la valeur au marché de ces dernières.

	2000	
	Nombre d'actions (milliers)	Montant
Capital souscrit		
Actions ordinaires		
Actions émises dans le cadre de l'appel public à l'épargne	21 575,0	339,8 \$
Actions émises aux mutualistes lors de la transformation	13 495,5	—
Actions émises en vertu de l'option d'attribution excédentaire	2 500,0	39,4
Actions émises dans le cadre de l'acquisition Mécagroupe	10,3	0,2
Solde en fin de période	37 580,8	379,4
Actions privilégiées		
Actions série 1, émises en échange des titres privilégiés de participation	3 000,0	75,0
Capital-actions		454,4
Actions autodétenues		
Achats de la période et solde à la fin	10,8	(0,2)
		454,2 \$

La compagnie a signifié, le 19 septembre 2000, son intention d'effectuer une offre publique de rachat d'actions dans le cours normal de ses activités. Dans le cadre de cette offre, 1,9 million d'actions ordinaires de la compagnie peuvent être achetées au prix du marché jusqu'au 1^{er} octobre 2001. Les actions ainsi achetées ne sont pas annulées et demeurent disponibles pour utilisation future.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

24. ACQUISITION D'ENTREPRISES

Le 6 janvier 1999, mais avec prise d'effet à compter du 1^{er} janvier 1999, la compagnie a conclu un contrat d'achat des affaires canadiennes de Seaboard Life, une compagnie d'assurance sur la vie. Cette acquisition, réalisée au prix de 201,8 \$ payés au comptant, a donné lieu à l'inscription d'un écart d'acquisition de 32,3 \$. De plus, le 15 mai 2000, la compagnie a convenu d'acheter Mécagroupe Inc., un des principaux fournisseurs d'assurance crédit auprès des concessionnaires d'automobiles. Cette acquisition a reçu l'approbation des autorités réglementaires et a été réalisée au montant de 3,0 \$ dont 0,2 \$ ont été acquittés par des actions de la compagnie.

Le 30 novembre 2000, la compagnie a acquis 50 % des actions d'Unindal Inc. en contrepartie d'un paiement en argent de 7,5 \$ faisant en sorte qu'elle détient maintenant 100 % de la société d'assurance générale (I.A.R.D.).

Ces regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'achat pur et simple, faisant en sorte que certaines des valeurs acquises et du passif pris en charge ont été révisées en fonction de la valeur attribuée par la société. Les éléments d'actif acquis et de passif pris en charge se résument comme suit pour l'acquéreur :

	2000		1999
	Unindal	Mécagroupe	Seaboard Life
Actif acquis			
Obligations	5,5 \$	— \$	287,7 \$
Prêts hypothécaires	—	—	439,3
Actions	0,6	—	256,1
Immeubles	—	—	51,9
Autres placements	—	—	93,1
Autres éléments d'actif	12,4	0,4	35,0
	18,5	0,4	1 163,1
Passif pris en charge			
Engagements actuariels	—	—	829,9
Autres éléments de passif	11,0	0,4	75,0
Crédits reportés	—	—	33,7
Débitures subordonnées	—	—	55,0
	11,0	0,4	993,6
Actif net acquis	7,5	—	169,5
Écart d'acquisition	—	3,0	32,3
Prix payé	7,5 \$	3,0 \$	201,8 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

25. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

La société maintient un régime de retraite à prestations déterminées qui garantit à la plupart de ses salariés le paiement des prestations de retraite.

Les hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées sont un taux d'actualisation de 6,5 %, un taux de rendement prévu de 6,5 % sur l'actif et un taux de croissance de la rémunération de 3,5 %.

	2000	
	Régime de retraite	Autres régimes
Actif des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	180,7 \$	— \$
Rendement réel de l'actif	43,8	—
Cotisations de l'employeur	6,3	—
Cotisations des salariés	3,9	—
Prestations versées	(8,7)	—
Juste valeur à la fin de l'exercice	226,0 \$	— \$
Obligations au titre des prestations constituées		
Solde au début de l'exercice	175,8 \$	16,5 \$
Coût des services courants	8,1	1,0
Coût en intérêts	11,7	1,1
Cotisations des salariés	3,9	—
Prestations versées	(8,7)	—
Pertes actuarielles	20,2	—
Solde à la fin	211,0 \$	18,6 \$
Situation de capitalisation		
Excédent de l'actif (du passif)	15,0 \$	(18,6)\$
Perte (gain) actuariels nets non amortis	(18,1)	0,8
Passif au titre des prestations constituées	(3,1)\$	(17,8)\$
Charge nette des régimes		
La charge nette de la société au titre des régimes se présente comme suit :		
Coût des services courants	8,1 \$	1,0 \$
Intérêts sur les obligations des régimes	11,7	1,1
Rendement prévu de l'actif des régimes	(12,3)	—
Amortissement de l'obligation transitoire	(0,4)	0,1
Charge nette au titre des régimes	7,1 \$	2,2 \$

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

26. INSTRUMENTS FINANCIERS HORS BILAN

Comme on l'indique à la rubrique Appariement de l'actif au passif à la note 2, et dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuation des taux d'intérêt et des valeurs marchandes, la société est un utilisateur final de produits dérivés.

Les tableaux suivants présentent, aux 31 décembre, le portefeuille d'instruments financiers dérivés, la juste valeur et l'exposition de la société au risque de crédit s'y rapportant.

	2000			
	Contrats sur indices de marché	Contrats de taux de change	Contrats de taux d'intérêt	Total des contrats
Montant nominal de référence selon l'échéance				
De moins d'un an	233,3 \$	27,0 \$	50,8 \$	311,1 \$
D'un an à cinq ans	33,1	56,0	38,5	127,6
De plus de cinq ans	—	19,7	—	19,7
Total	266,4 \$	102,7 \$	89,3 \$	458,4 \$
Juste valeur	(9,0)\$	(2,5)\$	(1,5)\$	(13,0)\$
Risque de crédit				
Risque de crédit maximum	0,8 \$	0,1 \$	— \$	0,9 \$
Risque de crédit futur	16,6	4,6	0,2	21,4
Montant équivalent de crédit	17,4 \$	4,7 \$	0,2 \$	22,3 \$

	1999			
	Contrats sur indices de marché	Contrats de taux de change	Contrats de taux d'intérêt	Total des contrats
Montant nominal de référence selon l'échéance				
De moins d'un an	169,4 \$	4,9 \$	19,2 \$	193,5 \$
D'un an à cinq ans	20,2	5,0	40,4	65,6
De plus de cinq ans	—	29,9	—	29,9
Total	189,6 \$	39,8 \$	59,6 \$	289,0 \$
Juste valeur	10,0 \$	(1,3)\$	(0,6)\$	8,1 \$
Risque de crédit				
Risque de crédit maximum	10,9 \$	0,7 \$	— \$	11,6 \$
Risque de crédit futur	11,4	1,8	0,2	13,4
Montant équivalent de crédit	22,3 \$	2,5 \$	0,2 \$	25,0 \$

Le montant nominal de référence est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les mouvements de fonds, mais il ne représente pas l'exposition au risque. Le risque de crédit maximum correspond au coût estimé de remplacement des différents produits dérivés ayant une valeur positive si une contrepartie manque à ses obligations. Le risque de crédit futur représente les pertes futures possibles découlant des fluctuations des taux du marché. L'exposition de la société se limite au risque que l'autre partie à l'entente ne puisse honorer les conditions du contrat des produits dérivés; la société utilise les mêmes critères de sélection que ceux dont elle se sert pour les investissements en obligations. Aux 31 décembre 2000 et 1999, toutes les parties à de tels contrats ont une cote de crédit de niveau A ou supérieur.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

27. INFORMATIONS SECTORIELLES

Résultats sectoriels

	2000				Autres activités*	Total
	Individuel		Collectif			
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes		
Produits						
Revenu de primes	607,8 \$	613,8 \$	389,1 \$	616,5 \$	11,8 \$	2 239,0 \$
Revenu de placements	190,7	165,8	54,0	189,4	(0,7)	599,2
Honoraires et autres	1,1	65,4	3,0	7,3	11,3	88,1
	799,6	845,0	446,1	813,2	22,4	2 926,3
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	483,1	131,1	308,0	(922,0)	8,8	9,0
Transfert net aux fonds distincts	—	600,6	—	1 694,3	—	2 294,9
Commissions, frais généraux et autres charges	246,4	74,0	129,8	19,0	20,1	489,3
	729,5	805,7	437,8	791,3	28,9	2 793,2
Bénéfice avant impôts	70,1	39,3	8,3	21,9	(6,5)	133,1
Impôts	(12,8)	(13,9)	(5,2)	(5,2)	4,8	(32,3)
Bénéfice net avant répartition des autres activités	57,3	25,4	3,1	16,7	(1,7)	100,8
Répartition des autres activités	(1,0)	(0,3)	(0,1)	(0,3)	1,7	—
Bénéfice net	56,3 \$	25,1 \$	3,0 \$	16,4 \$	— \$	100,8 \$
Attribuable aux actionnaires	55,1 \$	25,0 \$	3,0 \$	15,0 \$	— \$	98,1 \$
Attribuable aux contrats avec participation	1,2 \$	0,1 \$	— \$	1,4 \$	— \$	2,7 \$

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

27. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)**Résultats sectoriels (suite)**

	1999		2000		Autres activités*	Total
	Individuel		Collectif			
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes		
Produits						
Revenu de primes	534,6 \$	477,3 \$	330,4 \$	636,3 \$	30,6 \$	2 009,2 \$
Revenu de placements	241,6	190,8	53,2	243,8	13,8	743,2
Honoraires et autres	0,2	53,7	2,0	2,6	9,5	68,0
	776,4	721,8	385,6	882,7	53,9	2 820,4
Charges						
Coût des engagements auprès des assurés	491,5	122,9	270,7	806,2	25,1	1 716,4
Transfert net aux fonds distincts	—	498,5	—	28,7	—	527,2
Commissions, frais généraux et autres charges	236,7	63,7	117,6	20,2	17,9	456,1
	728,2	685,1	388,3	855,1	43,0	2 699,7
Bénéfice avant impôts	48,2	36,7	(2,7)	27,6	10,9	120,7
Impôts	(11,2)	(11,8)	0,1	(7,7)	(6,7)	(37,3)
Bénéfice net avant répartition des autres activités	37,0	24,9	(2,6)	19,9	4,2	83,4
Répartition des autres activités	2,5	0,7	0,2	0,8	(4,2)	—
Bénéfice net	39,5 \$	25,6 \$	(2,4)\$	20,7 \$	— \$	83,4 \$

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

27. INFORMATIONS SECTORIELLES (suite)

Bilans sectoriels

	Individuel		Collectif		Autres activités*	Total
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes		
2000						
Actif						
Placements	3 372,3 \$	2 082,0 \$	709,7 \$	2 069,1 \$	27,8 \$	8 260,9 \$
Autres éléments d'actif	92,8	32,5	47,0	55,0	95,4	322,7
	3 465,1 \$	2 114,5 \$	756,7 \$	2 124,1 \$	123,2 \$	8 583,6 \$
Passif et capitaux propres						
Engagements actuariels	2 590,9 \$	1 790,1 \$	642,4 \$	1 768,4 \$	— \$	6 791,8 \$
Autres éléments de passif	226,3	11,9	13,3	63,1	98,3	412,9
Crédits reportés	184,7	62,3	18,5	95,2	4,0	364,7
Débitures subordonnées	40,4	66,7	35,4	42,5	—	185,0
Compte des contrats avec participation	28,2	1,5	—	21,0	—	50,7
Capitaux propres	394,6	182,0	47,1	133,9	20,9	778,5
	3 465,1 \$	2 114,5 \$	756,7 \$	2 124,1 \$	123,2 \$	8 583,6 \$

	Individuel		Collectif		Autres activités*	Total
	Vie et santé	Rentes	Vie et santé	Rentes		
1999						
Actif						
Placements	3 019,2 \$	2 287,8 \$	686,8 \$	3 336,7 \$	2,8 \$	9 333,3 \$
Autres éléments d'actif	90,3	30,3	40,4	75,1	93,1	329,2
	3 109,5 \$	2 318,1 \$	727,2 \$	3 411,8 \$	95,9 \$	9 662,5 \$
Passif et capitaux propres						
Engagements actuariels	2 313,2 \$	2 001,3 \$	611,1 \$	3 099,4 \$	— \$	8 025,0 \$
Autres éléments de passif	215,4	15,8	19,8	30,6	82,7	364,3
Crédits reportés	176,2	73,2	12,2	98,9	(0,2)	360,3
Débitures subordonnées	40,4	66,8	35,4	42,4	—	185,0
Capitaux propres	364,3	161,0	48,7	140,5	13,4	727,9
	3 109,5 \$	2 318,1 \$	727,2 \$	3 411,8 \$	95,9 \$	9 662,5 \$

* Constituées des autres secteurs ainsi que des éliminations intercompagnies.

Notes complémentaires

Exercices clos les 31 décembre 2000 et 1999 (en millions de dollars)

28. DONNÉES COMPARATIVES

Aux fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées. Plus particulièrement, on a donné lieu à la compensation des transferts de montants entre les divers fonds distincts de la compagnie. Ainsi, à l'état consolidé de l'évolution de l'actif net des fonds distincts, les émissions et les rachats d'unités ont chacun été diminués du montant de ces transferts de sorte qu'ils ne représentent maintenant que les transactions conclues avec des parties externes.

Bien que constituant une incidence nulle sur la situation consolidée de ces fonds, les émissions d'unités et les rachats d'unités ont été affectés par les compensations suivantes de valeurs :

	2000	1999
Compensations entre les émissions et les rachats d'unités	775,8 \$	381,6 \$

Rapport

des vérificateurs

Aux actionnaires de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie

Nous avons vérifié les bilans consolidés de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie et les états consolidés de l'actif net de ses fonds distincts aux 31 décembre 2000 et 1999 ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, des flux de trésorerie et de l'évolution de l'actif net des fonds distincts des exercices clos à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie et de ses fonds distincts aux 31 décembre 2000 et 1999 ainsi que des résultats de son exploitation, de ses flux de trésorerie et de l'évolution de l'actif net de ses fonds distincts pour les exercices clos à ces dates, selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.

Suzanne Bélair
Deloitte Touche, S.E.N.C.

Comptables agréés
Québec, le 2 février 2001

Rapport

de l'actuaire désigné

Aux actionnaires de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie

J'ai évalué les engagements actuariels dans les bilans consolidés de L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie aux 31 décembre 2000 et 1999. J'ai également évalué la variation des engagements actuariels dans les états des résultats consolidés pour les années terminées à ces dates. Ces évaluations ont été effectuées conformément à la pratique actuarielle reconnue, notamment en ayant recours à des hypothèses et à des méthodes appropriées.

À mon avis, le montant des engagements actuariels constitue une provision appropriée à l'égard des obligations envers les titulaires de polices. De plus, les résultats sont fidèlement présentés dans les états financiers consolidés.



Michel Sanschagrín
Fellow de l'Institut Canadien des Actuaires
Québec, le 2 février 2001

Historique cinq ans

Données financières consolidées*

Exercices clos les 31 décembre et aux 31 décembre (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Compagnie à capital-actions		Compagnie mutuelle			
	2000	1999 pro forma	1999	1998	1997	1996
Rentabilité et capitalisation						
Bénéfice net attribuable aux actionnaires						
- Incluant éléments inhabituels	98,1	75,0	83,4	69,7	65,4	59,9
- Excluant éléments inhabituels	92,1	69,7	78,1	69,7	65,4	59,9
Taux de rendement sur l'avoir des actionnaires¹	14,03 %	12,08 %	13,57 %	13,02 %	14,04 %	14,86 %
Bénéfice net par action ordinaire						
- Incluant éléments inhabituels	2,59 \$	1,98 \$	-	-	-	-
- Excluant éléments inhabituels	2,43 \$	1,84 \$	-	-	-	-
Valeur aux livres par action ordinaire	18,72 \$	16,88 \$	-	-	-	-
Rendement des capitaux propres par secteur d'activité¹						
Assurance individuelle	13,59 %	12,18 %	12,59 %	10,01 %	10,01 %	14,43 %
Assurance collective	11,10 %	(7,52) %	(6,34) %	12,46 %	20,92 %	26,91 %
Rentes individuelles	16,79 %	17,98 %	18,77 %	19,31 %	22,99 %	18,29 %
Rentes collectives	12,55 %	11,59 %	16,66 %	14,34 %	14,46 %	9,59 %
Total	14,03 %	12,08 %	13,57 %	13,02 %	14,04 %	14,86 %
Base de capital						
Débitures subordonnées	185,0	185,0	185,0	110,0	110,0	110,0
Bénéfices non répartis	316,9	-	647,8	570,5	498,4	433,0
Gain de change	7,4	5,1	5,1	12,7	8,1	5,9
Compte des contrats avec participation	50,7	47,9	-	-	-	-
Capital-actions privilégié	75,0	75,0	-	-	-	-
Titres privilégiés de participation	-	-	75,0	-	-	-
Capital-actions ordinaire	379,2	591,8	-	-	-	-
Total	1 014,2	904,8	912,9	693,2	616,5	548,9
Ratio d'endettement	21,1 %	23,7 %	23,5 %	19,7 %	22,3 %	25,1 %
Montant minimum permanent requis de capital et excédent (MMPRCE) : ratio	187 %	-	181 %	182 %	181 %	171 %
Données boursières						
Prix de l'action	40,65 \$ ²	-	-	-	-	-
Nombre d'actions en circulation (en millions)	37,6	-	-	-	-	-
Capitalisation boursière	1 527,7	-	-	-	-	-
Croissance des affaires						
Primes d'assurance et de rentes	2 239,0	2 009,2	2 009,2	1 788,2	1 643,9	1 133,1
Honoraires et autres	88,1	68,0	68,0	49,1	35,1	26,7
Revenus totaux	2 926,3	2 820,4 ³	2 820,4 ³	2 434,3	2 265,8	1 747,5
Assurance individuelle						
Ventes (primes annualisées)						
- Ancienne méthode de calcul	119,1	106,0	106,0	74,7	60,8	53,8
- Nouvelle méthode de calcul	134,1	114,4	-	-	-	-
Primes	607,8	534,6	534,6	416,3	372,6	344,5
Assurance collective						
Ventes						
- Régimes d'employés (primes annualisées)	39,6	39,8	39,8	33,1	18,6	32,3
- Assurance des débiteurs (primes brutes)	100,3	90,5	90,5	11,4	21,8	45,0
Primes totales (incluant CSAS)	418,1	356,5	356,5	233,5	212,5	218,0
Rentes individuelles (épargne et retraite)						
Primes	613,8	477,3	477,3	502,6	523,7	298,1
Fonds sous gestion	4 645,8	4 561,6	4 561,6	3 513,7	3 328,3	2 948,7

Historique cinq ans – Données financières consolidées*

Exercices clos les 31 décembre et aux 31 décembre (en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Compagnie à capital-actions		Compagnie mutuelle			
	2000	1999 pro forma	1999	1998	1997	1996
Rentes collectives (épargne et retraite)						
Primes brutes et dépôts						
- Contrat d'une association professionnelle	413,7	415,5	415,5	448,3	296,3	76,0
- Autres primes	257,3	220,8	220,8	161,3	207,7	158,4
- Dépôts	0,2	-	-	-	-	-
- Total	671,2	636,3	636,3	609,6	504,0	234,4
Fonds sous gestion						
- Contrat d'une association professionnelle	1 492,5	1 372,5	1 372,5	1 037,4	680,5	490,5
- Autres	2 811,5	2 530,8	2 530,8	2 428,3	2 390,0	2 330,7
- Total	4 304,0	3 903,3	3 903,3	3 465,7	3 070,5	2 821,2
Actif sous gestion						
Fonds généraux	8 583,6	9 662,5	9 662,5	8 085,3	7 600,1	7 461,9
Fonds distincts	5 439,5	3 388,3	3 388,3	2 540,6	2 044,9	1 207,5
Total	14 023,1	13 050,8	13 050,8	10 625,9	9 645,0	8 669,4
Répartition des placements par régions						
Provinces de l'Atlantique	4,0 %	4,1 %	4,1 %	4,4 %	4,0 %	4,3 %
Québec	49,8 %	45,4 %	45,4 %	51,8 %	54,1 %	56,6 %
Ontario	20,1 %	23,0 %	23,0 %	19,6 %	18,6 %	17,2 %
Provinces de l'Ouest	20,2 %	22,7 %	22,7 %	17,7 %	17,1 %	15,9 %
Hors Canada	5,9 %	4,8 %	4,8 %	6,5 %	6,2 %	6,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Qualité des placements						
Actif à rendement réduit en % des placements	0,26 %	0,26 %	0,26 %	0,79 %	1,17 %	1,28 %
Obligations						
Cote A ou plus	92,56 %	92,48 %	92,48 %	91,62 %	91,15 %	90,51 %
Cote BBB	7,21 %	7,43 %	7,43 %	8,12 %	8,56 %	8,81 %
Cote BB ou moins	0,23 %	0,09 %	0,09 %	0,26 %	0,29 %	0,68 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Taux de délinquance	0,00 %	0,00 %	0,00 %	0,23 %	0,13 %	0,14 %
Prêts hypothécaires						
Taux de délinquance						
- Assurés	0,48 %	0,52 %	0,52 %	0,85 %	2,38 %	1,99 %
- Conventionnels	0,08 %	0,12 %	0,12 %	0,31 %	0,94 %	0,93 %
- Total	0,23 %	0,28 %	0,28 %	0,54 %	1,54 %	1,37 %
Proportion des prêts qui sont assurés	39,3 %	39,7 %	39,7 %	41,5 %	42,0 %	42,0 %
Immeubles						
Taux d'occupation	96,67 %	95,11 %	95,11 %	91,03 %	95,05 %	94,22 %
Actions et indices boursiers						
Répartition par catégories						
- Ordinaires	5,1 %	4,3 %	4,3 %	11,0 %	6,6 %	37,7 %
- Privilégiées	31,6 %	39,0 %	39,0 %	41,7 %	42,7 %	53,4 %
- Indices boursiers	13,1 %	18,8 %	18,8 %	42,7 %	42,6 %	8,5 %
- Fonds distincts	50,2 %	37,9 %	37,9 %	4,6 %	8,1 %	0,4 %
- Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Valeur marchande en % de la valeur aux livres	102,1 %	107,4 %	107,4 %	102,1 %	101,4 %	104,5 %
Autres informations						
Frais généraux	205,4	192,0	189,9	145,6	137,0	132,1
Ressources humaines (nombre de personnes, compagnies d'assurance vie)						
Nombre d'employés	1 948	1 932	1 932	1 611	1 535	1 487
Nombre de représentants du réseau Carrière	1 218	1 187	1 187	1 216	1 152	1 059

* À noter que les données financières pour l'année 2000 et les données pro forma pour l'année 1999 sont présentées sur la base d'une compagnie à capital-actions alors que les données financières pour les années 1996 à 1999 sont présentées sur la base d'une compagnie mutuelle.

¹ Excluant éléments inhabituels.

² Les actions ont été émises le 10 février 2000 au prix de 15,75 \$.

³ Après reclassement du gain sur la vente de filiales et de l'amortissement de l'écart d'acquisition, sur la base de la présentation de l'exercice courant.

Conseil d'administration de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers

Raymond Garneau – ●▲*
O.C., M. Sc. C., L. Sc. É.
Président du conseil
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers

Gilles Laroche – Ing. ●*
1^{er} vice-président du conseil
Administrateur de sociétés

Andréa Latulippe – FCA, Adm. A. ▲◆
2^e vice-président du conseil
Conseiller auprès du président
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers

D^r Francesco Bellini – *
Ph. D., O.C., G.U.
Président du conseil et
chef de la direction
BioChem Pharma inc.

Louis Bernard – ●■
O.Q., B.A., LL. L., M.A., Ph. D.
Louis Bernard Consultant inc.

Pierre Brodeur ◆
Président et chef de la direction
SICO Inc.

Yvon Charest – F.S.A., F.I.C.A. ●
Président et chef de la direction
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers

Anne Dutil – Adm., B.A., B. Com. C. ■
Présidente
Placements Lacroix Dutil, inc.

Michel Gervais – Ph. D., O.C., O.Q. ■
Directeur général
Centre hospitalier
Robert-Giffard

Lise Lachapelle – B.A.A. ●*
Présidente et chef de la direction
Association canadienne des
produits forestiers du Canada

John LeBoutillier – ●▲■
LL. L., M.B.A.
Président du conseil
Intellium Technologies Inc.

Jean Marier – LL. L. ▲
Associé
Desjardins Ducharme
Stein Monast

David R. Peterson – C.P., C.R., LL. D.
Cassels Brock & Blackwell LLP

Guy Savard – FCA, C.M. ●
Vice-président du conseil et
président du conseil des
opérations au Québec
Merrill Lynch Canada Inc.

Donald J. Savoie – O.C., m.s.r.c. ▲
Titulaire
Chaire Clément-Cormier
en développement économique
Université de Moncton

Secrétaire du conseil
Georges Smith – LL. L., F.C.G.A.

Secrétaire adjointe du conseil
Lucienne Forbes – LL. B.

- Comité exécutif
- ▲ Comité de placement
- Comité de vérification
- * Comité des ressources humaines
- ◆ Comité de déontologie

Comité de planification du Groupe Industrielle Alliance

À l'automne 1999, un comité de la haute direction chargé de la planification stratégique pour le Groupe Industrielle Alliance a été créé. Ce comité regroupe des membres de la haute direction de l'Industrielle Alliance, de La Nationale Vie et de l'Industrielle Alliance *Pacifique*. Le mandat du comité est de tracer les grandes orientations stratégiques du Groupe et d'assurer une plus grande synergie et un meilleur partage de l'expertise entre la société mère et ses filiales.

Yvon Charest – F.S.A., F.I.C.A.
Président et chef de la direction
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers

Vincent P. Tonna – C.G.A.
Président et chef de l'exploitation
La Nationale du Canada,
Compagnie d'Assurance-Vie

John B. Gill – M.B.A.
Président
Industrielle Alliance *Pacifique*,
Assurance et services financiers

Normand Pépin – F.S.A., F.I.C.A.
Vice-président exécutif
Filiales d'assurance vie
Vice-président et directeur général
Assurance et rentes individuelles
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers

Yvon Côté – CFA
Vice-président et directeur général
Finance et placements
Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers


Renseignements

aux actionnaires

Comment nous joindre

Selon le type d'information que vous désirez obtenir, trois différents services sont mis à votre disposition.

- 1** Si vous avez des questions relatives à vos actions, communiquez avec Société de fiducie Computershare du Canada, agent de transfert des actions de l'Industrielle Alliance, au :
Téléphone : 1 877 684-5000 (sans frais)
Courriel : inalco@computershare.com
- 2** Si vous désirez obtenir des informations financières sur l'Industrielle Alliance, communiquez avec le Service des relations avec les investisseurs, au :
Téléphone : (418) 684-5000, poste 5282
1 800 463-6236, poste 5282 (sans frais)
Télécopieur : (418) 684-5050
Courriel : actions@inalco.com
- 3** Si vous avez des questions concernant vos contrats d'assurance ou de rentes ou si vous désirez obtenir des renseignements sur les produits et les services de l'Industrielle Alliance, communiquez avec votre représentant ou avec le Service à la clientèle de l'Industrielle Alliance, au :
Téléphone : (418) 684-5182
1 800 463-6236
Courriel : clientele@inalco.com

Trois compagnies du Groupe Industrielle Alliance distribuent et commercialisent leurs produits et services sous un nom commercial, différent de leur nom légal. Le logo identifiant chacune de ces compagnies incorpore le nom commercial des entreprises plutôt que le nom légal. Le symbole  accompagne le logo, lorsqu'il y a lieu, pour indiquer l'utilisation du nom commercial.

Nom légal : L'Industrielle-Alliance
Compagnie d'Assurance sur la Vie
Nom commercial :
*Industrielle Alliance,
Assurance et services financiers*

Nom légal :
L'Industrielle-Alliance *Pacifique*
Compagnie d'Assurance sur la Vie
Nom commercial :
*Industrielle Alliance Pacifique,
Assurance et services financiers*

Nom légal : L'Industrielle-Alliance
Compagnie d'Assurances Générales
Nom commercial :
*Industrielle Alliance,
Assurance auto et habitation*

Ce rapport annuel a été conçu par les services des Communications, du Contrôle, des Relations avec les investisseurs et des Relations publiques de l'Industrielle Alliance.

Pour tout renseignement supplémentaire ou copie additionnelle de ce rapport, veuillez communiquer avec :

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers
1080, chemin Saint-Louis, Sillery
C. P. 1907, succursale Terminus
Québec (Québec) G1K 7M3

Téléphone : (418) 684-5000, poste 5282
1 800 463-6236, poste 5282 (sans frais)

Télécopieur : (418) 684-5050
Courriel : actions@inalco.com

Une section du site Internet - *Relations avec les investisseurs* - est spécialement destinée aux actionnaires et aux investisseurs. Vous y trouverez les principales informations financières touchant la compagnie.

Dépôt légal : mars 2001
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

This annual report is also available in English.

www.inalco.com



INDUSTRIELLE ALLIANCE [®]
ASSURANCE ET SERVICES FINANCIERS